

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président et de la Ministre de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

La Ministre de la Santé est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

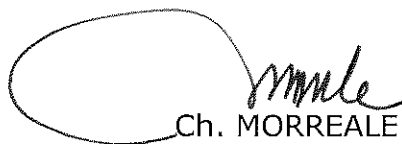
Namur, le ...

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,



Ch. MORREALE

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

Exposé des motifs

L'objectif du présent accord de coopération consiste à permettre le traitement de données à caractère personnel visant à assurer la mise en œuvre des dispositifs du suivi de contact, y compris l'examen des clusters, ainsi que le contrôle respect des mesures prises en vue de lutter contre la Covid (dont les règles en matière d'obligation de quarantaine et de dépistage), et ce, au sein des lieux de travail.

L'Office national de Sécurité sociale intervient dans ce cadre, à la fois pour enrichir les banques de données pertinentes des entités fédérées et pour permettre aux inspecteurs sociaux de l'ONSS d'assurer le contrôle des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 sur les lieux de travail, en ce compris les mesures relatives à l'obligation de quarantaine et de dépistage.

En effet, s'agissant de mesures relatives à la gestion de l'épidémie Covid-19 prises sur les lieux de travail, la réalisation de ces missions et ces traitements de données à caractère personnel est assurée par l'Office national de Sécurité sociale.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

Commentaires des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle aucun commentaire.

Article 2

Cette disposition vise à porter assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

.

[30.04.2021] Projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

[30.04.2021] Ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen

[30.04.2021] Entwurf eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren

EXPOSÉ GÉNÉRAL

ALGEMENE TOELICHTING

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Tant le suivi des contacts que l'application de la quarantaine et du test de dépistage par les entités fédérées compétentes, ainsi que l'application des mesures corona par les inspecteurs sociaux compétents sur les lieux de travail jouent un rôle important dans la lutte contre la pandémie liée au COVID-19.

L'Office national de Sécurité sociale (appelé ci-après ONSS) joue un rôle de soutien primordial dans la lutte contre la pandémie liée au COVID-19.

Sur ordre des entités fédérées compétentes (responsables du traitement), l'ONSS enrichit certaines données relatives aux contaminations issues de la Banque

Zowel het contactonderzoek als de handhaving van de quarantaine en testing door de bevoegde gefedereerde entiteiten en de handhaving van de coronamaatregelen op de arbeidsplaats door de bevoegde sociaal inspecteurs spelen een belangrijke rol in de bestrijding van de COVID-19-pandemie.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (hierna ook verkort: RSZ) speelt een belangrijke ondersteunende rol in de strijd tegen het coronavirus COVID-19.

In opdracht van de bevoegde gefedereerde entiteiten (verwerkingsverantwoordelijken) verrijkt de RSZ zowel bepaalde besmettingsgegevens uit

Bei der Bekämpfung der COVID-19-Pandemie spielen sowohl die Kontaktrückverfolgung und die Durchsetzung der Quarantäne und der Tests durch die zuständigen föderierten Teilgebiete als auch die Durchsetzung der Corona-Maßnahmen am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren eine wichtige Rolle.

Das Landesamt für soziale Sicherheit (im Folgenden auch als LASS bezeichnet) spielt eine wichtige unterstützende Rolle im Kampf gegen das Coronavirus COVID-19.

Das LASS reichert im Auftrag der föderierten Teilgebiete (für die Datenverarbeitung Verantwortliche) bestimmte Daten mit Bezug auf Infektionen

<p>de données I et certaines données PLF avec des données relatives à l'emploi. Ceci permet aux entités fédérées compétentes de mieux détecter les foyers de contamination sur les lieux de travail et d'agir plus rapidement, ainsi que de faciliter l'application de la quarantaine et le test de dépistage obligatoires. L'ONSS fournit également des statistiques anonymes pour les dirigeants politiques et les chercheurs scientifiques.</p>	<p>Gegevensbank I als bepaalde PLF-gegevens in het bijzonder met tewerkstellingsgegevens. Dit stelt de bevoegde gefedereerde entiteiten in staat om besmettingshaarden op de werkvloer beter te detecteren en waar nodig sneller op te treden en faciliteert de handhaving van de verplichte quarantaine en testing. De RSZ levert ook anonieme statistieken aan voor beleidsverantwoordelijken en onderzoekers.</p>	<p>aus der Datenbank I sowie bestimmte PLF-Daten an, insbesondere mit Beschäftigungsdaten. Dies erlaubt es den zuständigen föderierten Teilgebieten, Ausbrüche am Arbeitsplatz besser zu erkennen und ggf. schneller gegen sie vorzugehen, und die Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht wird erleichtert. Das LASS liefert auch anonyme Statistiken für politische Entscheidungsträger und Forscher.</p>
--	--	--

<p>Sans préjudice de la surveillance par la police, les inspecteurs sociaux assurent le contrôle du respect des mesures COVID sur les lieux de travail. Dans ce cadre, certaines données PLF sont enrichies de données relatives à l'emploi.</p>	<p>Onverminderd de politionele handhaving, staan de sociaal inspecteurs ook in voor het toezicht op de naleving van de 'COVID'-maatregelen op het werk. Ter ondersteuning van dit toezicht, worden bepaalde PLF-gegevens verrijkt met tewerkstellingsgegevens.</p>	<p>Unbeschadet der polizeilichen Durchsetzung sind die Sozialinspektoren auch für die Überwachung der Einhaltung der 'COVID'-Maßnahmen am Arbeitsplatz zuständig. Um diese Überwachung zu unterstützen, werden bestimmte PLF-Daten mit Beschäftigungsdaten angereichert.</p>
--	--	--

<p>L'objectif du présent accord de coopération consiste à élaborer un cadre juridiquement valable et sécurisé pour le traitement d'appui des données à caractère personnel en déterminant les éléments essentiels de ce traitement.</p>	<p>De doelstelling van het voorliggende samenwerkingsakkoord betreft de uitwerking van een rechtszeker en rechtsgeldig juridisch kader voor deze ondersteunende verwerkingen van persoonsgegevens door de essentiële elementen van deze verwerkingen te bepalen.</p>	<p>Ziel des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ist es, einen rechtssicheren und gültigen Rechtsrahmen für diese unterstützenden Verarbeitungen personenbezogener Daten zu schaffen, indem die wesentlichen Elemente dieser Verarbeitungen festgelegt werden.</p>
---	--	---

COMMENTAIRE DES ARTICLES

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Article 1^{er}

Artikel 1

Artikel 1

<p>L'article 1^{er} comprend une série de définitions. La description des accords de coopération des 25 août 2020 et 24 mars 2021 vise à éviter que les répétitions rendent le texte trop lourd. Les notions de « Base de données I », « cluster », « collectivité » et « Personnes de catégorie II » ont le même sens que</p>	<p>Artikel 1 bevat een aantal definities. De omschrijving van de samenwerkingsakkoorden van 25 augustus 2020 en 24 maart 2021 beogen te voorkomen dat door de herhaling ervan de tekst al te zwaar wordt. De begrippen "Gegevensbank I", "cluster", "collectiviteit", en "Personen</p>	<p>Artikel 1 enthält eine Reihe von Begriffsbestimmungen. Die Beschreibung der Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 und vom 24. März 2021 soll vermeiden, dass der Text durch Wiederholungen zu schwerfällig wird. Die Begriffe „Datenbank I“, „Cluster“,</p>
--	--	--

celui repris dans l'accord de coopération du 25 août 2020. En ce qui concerne les notions « PLF » et de « Base de données PLF », référence est faite à l'accord de coopération du 24 mars 2021. Enfin, le numéro d'identification de la sécurité sociale est défini. Le numéro NISS est soit un numéro de registre national, soit un numéro bis.

Categorie II" hebben dezelfde betekenis als in het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020. Voor de begrippen "PLF" en "Gegevensbank PLF" wordt verwezen naar het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021. Tot slot wordt het identificatienummer van de sociale zekerheid gedefinieerd. Het INSZ-nummer is ofwel een rijksregisternummer ofwel een bis-nummer.

„Personengemeinschaft“ und „Personen der Kategorie II“ haben die gleiche Bedeutung wie im Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020. Für die Begriffe „PLF“ und „PLF-Datenbank“ wird auf das Zusammenarbeitsabkommen vom 24. März 2021 verwiesen. Schließlich wird die Erkennungsnummer der sozialen Sicherheit definiert. Diese ENSS ist entweder eine Nationalregisternummer oder eine Bis-Nummer.

Art. 2.

L'article 2 prévoit les éléments essentiels du traitement d'appui par l'ONSS, en sa qualité de sous-traitant, de certaines données à caractère personnel de personnes infectées de la Banque de données I, pour le compte des entités fédérées compétentes, qui agissent, chacune en ce qui concerne leur compétence, comme responsable du traitement, en vue de donner le soutien nécessaire et de détecter des clusters et des collectivités.

Art. 2.

Artikel 2 voorziet de essentiële elementen van de ondersteunende verwerkingen door de RSZ in de hoedanigheid van verwerker, van bepaalde persoonsgegevens van besmette personen uit Gegevensbank I, voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke, met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten.

Art. 2

In Artikel 2 werden die wesentlichen Elemente der unterstützenden Verarbeitung bestimmter personenbezogener Daten infizierter Personen aus der Datenbank I durch das LASS in der Eigenschaft als Auftragsverarbeiter für die zuständigen föderierten Teilgebiete festgelegt, wobei jedes Teilgebiet in seiner Eigenschaft als Verarbeitungsverantwortlicher handelt, um Cluster und Personengemeinschaften zu unterstützen und zu erkennen.

Cela signifie concrètement que l'ONSS reçoit chaque jour de Sciensano les cases d'index (identité de la personne infectée, date du test positif, code postal). Ensuite, l'ONSS lie les cases d'index et les données relatives à l'emploi du travailleur salarié ou indépendant concerné. Tous les jours, les résultats de ce traitement seront envoyés aux services régionaux de la santé. Il s'agit de la liste reprenant les informations suivantes :

Concreet ontvangt de RSZ dagelijks van Sciensano de index cases (identiteit van de besmette persoon, datum positieve test, postcode). Vervolgens koppelt de RSZ de index cases met de tewerkstellingsgegevens van de betrokken werknemer of zelfstandige. Dagelijks wordt het resultaat van deze verwerking aan de bevoegde regionale gezondheidsdiensten bezorgd. Het gaat om een lijst met de volgende informatie:

In der Praxis erhält das LASS täglich die Indexfälle (Identität der infizierten Person, Datum des positiven Tests, Postleitzahl) von Sciensano. Das LASS verknüpft dann die Indexfälle mit den Beschäftigungsdaten des betreffenden Arbeitnehmers oder Selbstständigen. Das Ergebnis dieser Verarbeitung wird täglich an die zuständigen regionalen Gesundheitsbehörden übermittelt. Es handelt sich um eine Liste mit den folgenden Informationen:

– la personne infectée, dans quelle entreprise et sur

– bij welk bedrijf en op welke locatie

– das Unternehmen oder der Standort

quel lieu (chantier/siège d'exploitation) a-t-elle travaillé durant les deux dernières semaines ;	(werf/exploitatietzel) een besmette persoon in de voorbije twee weken heeft gewerkt;	(Baustelle/Betriebssitz), wo eine infizierte Person in den vergangenen zwei Wochen gearbeitet hat;
– combien de personnes y ont été occupées ces derniers jours ;	– het aantal personen dat er in de voorbije dagen tewerkgesteld was;	– die Anzahl der Personen, die dort in den vergangenen Tagen beschäftigt war;
– combien de personnes de l'entreprise ou se trouvant sur ce lieu de travail ont été testées positivement les deux dernières semaines ;	– hoeveel personen van het bedrijf of op de locatie de voorbije twee weken positief getest hebben;	– die Anzahl der Personen im Unternehmen oder am Arbeitsplatz, die in den vergangenen zwei Wochen positiv getestet wurden, sowie
– l'entreprise, appartient-elle aux secteurs à risque définis par les services régionaux compétents ;	– of het bedrijf behoort tot de risicosectoren bepaald door de bevoegde regionale diensten;	– ob das Unternehmen zu den von den zuständigen regionalen Dienststellen definierten Risikosektoren gehört;
– informations complémentaires telles que le nom et l'adresse de l'entreprise et les services de prévention (comme personne de contact).	– aanvullende informatie zoals de naam van de onderneming, het adres en preventiediensten (als contactpersonen).	– ergänzende Informationen wie der Name des Unternehmens, die Adresse und Präventionsdienste (wie Kontaktpersonen).

Un premier élément essentiel concerne les finalités de ce traitement, à savoir le soutien au niveau de la détection et de l'examen de clusters et de collectivités.	Een eerste essentieel element betreft de doeleinden van deze verwerking, meer bepaald het ondersteunen van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten.	Ein erstes wesentliches Element betrifft die Zweckbestimmung dieser Verarbeitung, nämlich die Unterstützung bei der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften.
--	---	---

Ensuite, le sous-traitant et le(s) responsable(s) du traitement sont définis. L'Office national de Sécurité sociale agit en tant que sous-traitant pour les entités fédérées compétentes qui, chacune en ce qui concerne leur compétence, agissent en tant que responsables du traitement.	Verder worden de verwerker en de verwerkingsverantwoordelijke(n) aangewezen. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid treedt op als verwerker voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke.	Außerdem werden der Auftragsverarbeiter und der Verarbeitungsverantwortliche benannt. Das Landesamt für soziale Sicherheit fungiert als Auftragsverarbeiter für die zuständigen föderierten Teilgebiete, von denen jedes in Bezug auf seine eigenen Befugnisse als Verarbeitungsverantwortlicher handelt.
---	--	--

Le troisième élément essentiel concerne la définition des catégories de personnes concernées . Il s'agit, en effet, des	Als derde essentieel element worden de categorieën van betrokkenen bepaald. Het betreft de "Personen Categorie II" voor	Das dritte wesentliche Element ist die Definition der Kategorien von betroffenen Personen . Dies sind die „Personen der Kategorie
--	--	--

« Personnes Catégorie II » dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées. zover de coronavirus COVID-19- test uitwees dat ze besmet zijn. II", sofern der COVID-19-Test ergeben hat, dass sie infiziert sind.

Ensuite, les **catégories de données à caractère personnel** à traiter sont définies. Sciensano fournit à l'ONSS les trois données à caractère personnel suivantes : le numéro NISS, la date du test de dépistage du coronavirus COVID-19 et le code postal. Voorts worden de **categorieën van persoonsgegevens** omschreven die worden verwerkt. Sciensano bezorgt aan de RSZ de volgende drie persoonsgegevens : het INSZ-nummer, de datum van de coronavirus COVID-19-test en de postcode. Ferner werden die **Kategorien der personenbezogenen Daten** umschrieben, die verarbeitet werden. Sciensano übermittelt dem LASS die folgenden drei personenbezogenen Daten: die ENSS, das Datum des COVID-19-Tests und die Postleitzahl.

Le numéro NISS est indispensable pour identifier sans ambiguïté la personne concernée. Pour la détection et l'examen des clusters et des collectivités, il est nécessaire de lier le résultat du traitement à la date d'un test COVID-19 (positif) de la personne infectée. La communication du code postal est nécessaire afin de pouvoir déterminer l'entité fédérée compétente. Ces données sont issues de la base de données I, pour laquelle Sciensano est le responsable du traitement des données. La base de données I est celle dans laquelle les informations sont traitées dans le cadre du suivi des contacts. Het INSZ-nummer is noodzakelijk voor een eenduidige identificatie van de betrokkene. Voor het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, is het noodzakelijk dat het resultaat van de verwerkingen aan de datum van een (positieve) COVID-19-test van de betrokken besmette persoon wordt gekoppeld. De mededeling van de postcode is noodzakelijk met het oog op het bepalen van de bevoegde gefedereerde entiteit. Deze gegevens zijn afkomstig uit de Gegevensbank I, waarvoor Sciensano de verwerkingsverantwoordelijke is. Gegevensbank I is de gegevensbank waarin gegevens worden verwerkt in het kader van het uitvoeren van het contactonderzoek. Die ENSS ist zur eindeutigen Identifizierung der betreffenden Person erforderlich. Für die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften ist es notwendig, das Ergebnis der Verarbeitung mit dem Datum eines (positiven) COVID-19-Tests der betroffenen infizierten Person zu verknüpfen. Die Übermittlung der Postleitzahl ist notwendig, um das zuständige föderierte Teilgebiet zu ermitteln. Diese Daten stammen aus der Datenbank I, für die Sciensano der Verantwortliche ist. Die Datenbank I ist die Datenbank, in der die Daten für die Durchführung der Kontaktrückverfolgung verarbeitet werden.

Les 3 données susmentionnées sont traitées, comparées et fusionnées par l'ONSS, en sa qualité de sous-traitant, avec certaines données d'identification, de contact, de travail et de résidence. Ce lien est établi en vue du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités, notamment ceux liés au travail. Cela permet aux entités fédérées compétentes de mieux détecter et suivre les sources de Deze 3 voormelde gegevens worden door de RSZ, in de hoedanigheid van verwerker, verwerkt, vergeleken en samengevoegd met bepaalde identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens. Deze koppeling gebeurt met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, in het bijzonder deze die gerelateerd zijn aan tewerkstelling. Dit stelt de Diese 3 vorgenannten Daten werden vom LASS in seiner Eigenschaft als Auftragsverarbeiter verarbeitet, verglichen und mit bestimmten Identifikations-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Aufenthaltsdaten zusammengeführt. Diese Kopplung erfolgt im Hinblick auf die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften,

contamination sur le lieu de travail et de prendre plus rapidement les mesures nécessaires sur place pour contenir les foyers et les clusters de coronavirus COVID-19.

bevoegde gefedereerde entiteiten in staat om besmettingshaarden op de werkvloer beter te detecteren en op te volgen alsook om sneller de nodige maatregelen ter plaatse te treffen voor het indijken van coronavirus COVID-19 uitbraken en clusters.

insbesondere im Zusammenhang mit der Beschäftigung. Dies ermöglicht es den zuständigen föderierten Teilgebieten, Infektionsquellen am Arbeitsplatz besser zu erkennen und nachzuverfolgen sowie schneller die notwendigen Maßnahmen vor Ort zu ergreifen, um Ausbrüche und Cluster des Coronavirus COVID-19 einzudämmen.

Dans un souci d'exhaustivité et afin d'éviter tout malentendu, il est souligné que l'ONSS ne traite pas les données à caractère personnel susmentionnées des personnes contaminées à d'autres fins que celles mentionnées ci-avant. Le traitement en vue de la surveillance du respect des mesures visant à limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par les inspecteurs sociaux compétents concerne un enrichissement de certaines données PLF. Ce point est précisé dans les commentaires relatifs à l'article 4.

Volledigheidshalve en teneinde misvattingen te vermijden, wordt onderlijnd dat de RSZ de voornoemde persoonsgegevens van besmette personen niet voor andere doeleinden verwerkt. De verwerkingen ter ondersteuning van het toezicht op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, door de bevoegde sociaal inspecteurs, betreft een verrijking van bepaalde PLF-gegevens. Dit wordt verder verduidelijkt in de artikelsgewijze toelichting bij artikel 4.

Der Vollständigkeit halber und um Missverständnisse zu vermeiden, wird betont, dass das LASS die oben genannten personenbezogenen Daten von infizierten Personen nicht für andere Zwecke verarbeitet. Die Verarbeitungen zur Unterstützung der Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 durch die zuständigen Sozialinspektoren betreffen die Anreicherung bestimmter PLF-Daten. Dies wird in der Erläuterung der einzelnen Artikel in Artikel 4 weiter verdeutlicht.

Un cinquième élément essentiel concerne la **durée maximale de conservation** des données. Le paragraphe 3 définit d'abord la durée maximale de conservation par l'ONSS (le sous-traitant), des données à caractère personnel issues de la Base de données I. Ces données sont conservées par l'ONSS (le sous-traitant) uniquement pour la durée nécessaire et sont supprimées au plus tard 14 jours calendrier après la réception de celles-ci. La période de conservation maximale correspond à la période d'incubation maximale du coronavirus COVID-19. Au plus tard après 14 jours calendrier, les données à caractère personnel seront anonymisées de telle sorte

Een vijfde essentieel element betreft de **maximale bewaringstermijn**. Paragraaf 3 bepaalt vooreerst de maximale bewaringstermijn door de RSZ (verwerker) van de persoonsgegevens uit Gegevensbank I. Deze gegevens worden door de RSZ (verwerker) niet langer bewaard dan noodzakelijk en worden uiterlijk 14 kalenderdagen na ontvangst van deze gegevens verwijderd. De maximale bewaringstermijn stemt overeen met de maximale incubatietijd van het coronavirus COVID-19. Na uiterlijk 14 kalenderdagen worden de persoonsgegevens zodanig anoniem gemaakt dat de betrokkene niet (meer)

Ein fünftes wesentliches Element betrifft die **maximale Aufbewahrungsfrist**. Paragraph 3 definiert zunächst die maximale Aufbewahrungsfrist der in der Datenbank I enthaltenen personenbezogenen Daten durch das LASS (Auftragsverarbeiter). Diese Daten werden vom LASS (Auftragsverarbeiter) nicht länger als notwendig aufbewahrt und spätestens 14 Kalendertage nach Erhalt dieser Daten gelöscht. Die maximale Aufbewahrungsfrist entspricht der maximalen Inkubationszeit des Coronavirus COVID-19. Spätestens nach 14 Kalendertagen werden die personenbezogenen Daten so anonymisiert, dass die betroffene Person nicht oder nicht mehr

<p>que la personne concernée ne soit plus identifiable, et les données reçues seront détruites. Les données anonymes seront traitées pour réaliser des études scientifiques ou statistiques sur la propagation du coronavirus COVID-19 et/ou dans le cadre du soutien à la politique dans ce domaine, y compris le suivi épidémiologique par Sciensano. Le règlement général sur la protection des données ne couvre pas le traitement de telles données anonymes, qui sont entre autres utilisées à des fins statistiques ou scientifiques.</p>	<p>identificeerbaar is en worden de ontvangen persoonsgegevens verwijderd. De anonieme gegevens worden verwerkt met het oog op wetenschappelijke of statistische studies inzake de verspreiding van het coronavirus COVID-19 en/of voor beleidsondersteuning op dit gebied, met inbegrip van epidemiologische monitoring door Sciensano. De algemene gegevensbescherming heeft geen betrekking op de verwerking van dergelijke anonieme gegevens, onder meer voor statistische of onderzoeksdoeleinden.</p>	<p>identifizierbar ist, und die erhaltenen personenbezogenen Daten werden gelöscht. Die anonymisierten Daten werden zum Zweck wissenschaftlicher oder statistischer Studien über die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 und/oder zur Unterstützung der Politik in diesem Bereich verarbeitet, einschließlich der epidemiologischen Überwachung durch Sciensano. Die Datenschutz-Grundverordnung bezieht sich nicht auf die Verarbeitung solcher anonymisierten Daten für u.a. statistische oder Forschungszwecke.</p>
--	---	---

<p>En outre, la période de conservation des données est déterminée pour les responsables du traitement. Les entités fédérées compétentes conservent les données à caractère personnel résultant des traitements - c'est-à-dire les données après enrichissement par l'ONSS - conformément à l'article 15 de l'accord de coopération du 25 août 2020.</p>	<p>Voorts wordt de bewaringstermijn voor de verwerkingsverantwoordelijken bepaald. De bevoegde gefedereerde entiteiten bewaren de persoonsgegevens die resulteren uit de verwerkingen – dit zijn de gegevens na verrijking door de RSZ – overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020.</p>	<p>Ferner wird die Aufbewahrungsfrist für die Verarbeitungsverantwortlichen definiert. Die zuständigen föderierten Teilgebiete speichern die aus den Verarbeitungen resultierenden personenbezogenen Daten - d. h. die Daten nach der Anreicherung durch das LASS - gemäß Artikel 15 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020.</p>
--	---	--

Art. 3.

L'article 3 prévoit les éléments essentiels du traitement en appui par l'ONSS, en sa qualité de sous-traitant, de certaines données de la base de données PLF, et ce pour les entités fédérées compétentes agissant, chacune pour leur compétence, en tant que responsable du traitement.

Art. 3.

Artikel 3 voorziet de essentiële elementen van de ondersteunende verwerkingen door de RSZ in de hoedanigheid van verwerker, van bepaalde gegevens uit de Gegevensbank PLF, voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke.

Art. 3

In Artikel 3 werden die wesentlichen Elemente der unterstützenden Verarbeitung bestimmter Daten aus der Datenbank PLF durch das LASS in seiner Eigenschaft als Auftragsverarbeiter für die zuständigen föderierten Teilgebiete festgelegt, von denen jedes in Bezug auf seine eigenen Befugnisse als Verarbeitungsverantwortlicher handelt.

<p>En pratique, l'ONSS reçoit chaque jour certaines données PLF et les relie aux données relatives à l'emploi du travailleur salarié ou indépendant concerné. Pour les travailleurs salariés ou indépendants qui résident à l'étranger, comme les travailleurs saisonniers, les données sont agrégées au niveau du lieu de résidence. Ainsi, les lieux de résidence présentant un risque potentiel pour la santé peuvent être identifiés. Compte tenu de la situation de résidence souvent précaire des travailleurs saisonniers, par exemple, il existe un risque accru de contamination et de propagation du cluster.</p>	<p>Concreet ontvangt de RSZ dagelijks bepaalde PLF-gegevens en koppelt deze met de tewerkstellingsgegevens van de betrokken werknemer of zelfstandige. Voor de werknemers of zelfstandigen die in het buitenland wonen of verblijven, zoals seizoenarbeiders, worden de gegevens geaggregeerd op de verblijfplaats. Op deze wijze kunnen verblijfplaatsen met een potentieel gezondheidsrisico in kaart worden gebracht. Gelet op de vaak precare verblijfssituatie van bijvoorbeeld seizoenarbeiders, is er een verhoogd risico op besmetting en verdere verspreiding van de cluster.</p>	<p>In der Praxis erhält das LASS jeden Tag bestimmte PLF-Daten und verknüpft diese mit den Beschäftigungsdaten des jeweiligen Arbeitnehmers oder Selbstständigen. Für Arbeitnehmer oder Selbstständige, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten, wie z. B. Saisonarbeiter, werden die Daten nach dem Wohn- oder Aufenthaltsort aggregiert. Auf diese Weise können Aufenthaltsorte mit einem potenziellen Gesundheitsrisiko kartiert werden. Aufgrund der oft prekären Aufenthaltssituation von beispielsweise Saisonarbeitern besteht ein erhöhtes Risiko der Ansteckung und der weiteren Ausbreitung des Clusters.</p>
---	--	--

<p>Une étude de faisabilité a été réalisée pour ce type de traitement. Ce n'est que récemment, compte tenu de la situation épidémiologique, qu'une des entités fédérées compétentes a confirmé formellement son intention de mettre en œuvre un tel traitement dans un avenir proche. Les autres entités fédérées sont également consultées. Une analyse d'impact sur la protection des données sera effectuée conformément aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données.</p>	<p>Voor dit type van verwerking werd een haalbaarheidsstudie uitgevoerd. Pas recent heeft één van de bevoegde gefedereerde entiteiten formeel bevestigd deze verwerking in de nabije toekomst te willen implementeren, gelet op de epidemiologische situatie. Ook de andere gefedereerde entiteiten worden hierover bevraagd. Een gegevensbeschermingseffectenbeoordeling wordt opgesteld overeenkomstig artikel 35 en 36 van de algemene verordening gegevensbescherming.</p>	<p>Für diese Art der Verarbeitung wurde eine Machbarkeitsstudie durchgeführt. Erst vor kurzem hat eines der zuständigen föderierten Teilgebiete aufgrund der epidemiologischen Situation formell seine Absicht bestätigt, eine solche Verarbeitung in naher Zukunft einzuführen. Auch die anderen föderierten Teilgebiete werden zu diesem Thema befragt. Es wird eine Datenschutz-Folgenabschätzung gemäß Artikel 35 und 36 der DSGVO erstellt.</p>
---	--	--

<p>Un premier élément essentiel concerne les finalités de ce traitement. Celui-ci a un double objectif : d'une part, le traçage et l'examen des clusters et des collectivités et, d'autre part, l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires.</p>	<p>Een eerste essentieel element betreft de doeleinden van deze verwerking. Deze verwerking heeft een dubbele finaliteit: zowel de opsporing en het onderzoek van clusters en collectiviteiten als het handhaven van de verplichte quarantaine en testing.</p>	<p>Ein erstes wesentliches Element betrifft die Zwecke einer solchen Verarbeitung. Diese Verarbeitung hat einen doppelten Zweck: zum einen die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften und zum anderen die Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht.</p>
--	---	---

<p>Ensuite, le sous-traitant et le(s) responsable(s) du traitement sont désignés. L'Office national</p>	<p>Verder worden de verwerker en de verwerkingsverantwoordelijke(s)</p>	<p>Außerdem werden der Auftragsverarbeiter und der Verarbeitungsverantwortliche</p>
--	--	--

de Sécurité sociale agit en tant que sous-traitant pour les entités fédérées compétentes, agissant, chacune pour leur compétence, en tant que responsable du traitement.

n) aangewezen. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid treedt op als verwerker voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke.

benannt. Das Landesamt für soziale Sicherheit fungiert als Auftragsverarbeiter für die zuständigen föderierten Teilgebiete, von denen jedes in Bezug auf seine eigenen Befugnisse als Verarbeitungsverantwortlicher handelt.

Le troisième élément concerne la définition des **catégories de personnes concernées**. Il s'agit des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants qui, vivant ou résidant à l'étranger, effectuent des activités en Belgique. Cette catégorie de personnes se déplace généralement plus souvent à l'étranger (et notamment dans leur pays d'origine) et réside parfois dans des circonstances qui peuvent constituer un risque potentiel pour la santé. En ce qui concerne cette catégorie de personnes, les entités fédérées compétentes disposent généralement de coordonnées moins qualitatives, tenant compte également du fait que le PLF n'est pas toujours rempli correctement ou intégralement. Une attention particulière est donc accordée à cette catégorie de personnes, tant dans le traçage et l'examen de clusters et des collectivités que dans l'application de la quarantaine et du test de dépistage.

Als derde essentieel element worden de **categorieën van betrokkenen** bepaald. Het betreft de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die werkzaamheden uitoefenen in België.

Deze categorie van personen verplaatst zich in het algemeen meer naar het buitenland (grotendeels verplaatsingen naar hun thuisland) en verblijft soms in omstandigheden die een potentieel gezondheidsrisico kunnen vormen. De bevoegde gefedereerde entiteiten beschikken in het algemeen over minder kwalitatieve contactgegevens over deze categorie van personen, ermee rekening houdende dat het PLF niet steeds correct en volledig wordt ingevuld. Deze omstandigheden maken dat zowel inzake het opsporen en vervolgen van clusters en collectiviteiten als inzake de handhaving van de quarantaine en testing bijzondere aandacht wordt besteed aan deze categorie van personen.

Das dritte wesentliche Element ist die Definition der **Kategorien von betroffenen Personen**. Sie betrifft Arbeitnehmer und Selbstständige, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien arbeiten.

Diese Personenkategorie bewegt sich im Allgemeinen mehr im Ausland (größtenteils in ihrem Heimatland) und ist manchmal Bedingungen ausgesetzt, die ein potenzielles Gesundheitsrisiko darstellen können. Die zuständigen föderierten Teilgebiete verfügen im Allgemeinen über weniger qualitative Kontaktinformationen zu dieser Personenkategorie, wobei zu berücksichtigen ist, dass das PLF nicht immer korrekt und vollständig ausgefüllt wird. Diese Umstände bedeuten, dass dieser Personenkategorie sowohl im Hinblick auf die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften als auch im Hinblick auf die Durchsetzung von Quarantäne und Tests besondere Aufmerksamkeit gewidmet wird,

Ensuite, les **catégories de données à caractère personnel** à traiter sont définies.

Vervolgens worden de **categorieën van persoonsgegevens** omschreven die worden verwerkt.

Anschließend werden die **Kategorien personenbezogener Daten** umschrieben, die verarbeitet werden.

Il s'agit des données à caractère personnel suivantes issues de la banque de données PLF pour laquelle le service Saniport du SPF Santé publique, Sécurité de la

Het gaat om volgende persoonsgegevens uit de Gegevensbank PLF, waarvoor de dienst Saniport van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van

Dies betrifft die folgenden personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank, für die der Dienst Saniport des FÖD Volksgesundheit, Sicherheit der

Chaîne alimentaire et de Voedselketen en Leefmilieu, Nahrungsmittelkette und Umwelt	Environnement est le responsable de verwerkingsverantwoordelijke als Verarbeitungsverantwortlicher	du traitement : is: auftritt:
---	--	-------------------------------

1° nom et prénom: données nécessaires en vue de l'identification unique de la personne concernée ;	1° de naam en voornaam: noodzakelijk met het oog op een unieke identificatie van de betrokkene;	1. Name und Vorname: notwendig für die eindeutige Identifizierung der betreffenden Person;
--	---	--

2° sexe: cette donnée est une des données minimales d'identification permettant d'identifier une personne avec une certitude suffisante, en l'absence d'un numéro NISS ;	2° geslacht: dit gegeven behoort tot de minimale identificatiegegevens om een persoon met voldoende zekerheid te kunnen identificeren, bij gebrek aan bestaand INSZ-nummer;	2. Geschlecht: Diese Information ist Teil der Mindestidentifikationsdaten, um eine Person mit ausreichender Sicherheit zu identifizieren, wenn keine ENSS vorhanden ist;
--	---	--

3° date de naissance, nécessaire à l'identification unique de la personne concernée ;	3° geboortedatum, noodzakelijk met het oog op een unieke identificatie van de betrokkene;	3. Geburtsdatum: notwendig für die eindeutige Identifizierung der betreffenden Person;
---	---	--

4° numéro NISS ou, pour les personnes auxquelles aucun un tel numéro n'a pas été attribué, leur numéro de passeport ou de carte d'identité, nécessaire à l'identification unique de la personne concernée ;	4° het INSZ-nummer, of voor de personen aan wie geen INSZ-nummer werd toegekend, hun paspoort- of identiteitskaartnummer, noodzakelijk met het oog op de unieke identificatie van de betrokkene;	4. ENSS bzw. bei Personen, denen keine ENSS zugewiesen wurde, Reisepass- oder Personalausweisnummer, die zur eindeutigen Identifizierung der betreffenden Person erforderlich ist;
---	--	--

5° numéro(s) de téléphone, afin que la personne concernée puisse être contactée en cas de besoin. Contacter certaines personnes par tout moyen de communication, y compris par téléphone, courriel ou visite physique (le cas échéant, une visite à la collectivité) est essentiel en vue du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités. Dans le cadre de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires, il est indispensable que les entités fédérées compétentes puissent contacter les personnes concernées afin de vérifier le respect de ces obligations et de s'assurer de la bonne santé des personnes concernées;	5° telefoonnummer(s), opdat men indien noodzakelijk de betrokkene kan bereiken. Het contacteren van bepaalde personen, via elke mogelijke manier van communicatie, waaronder telefonisch, per e-mail of via fysiek bezoek (in voorkomend geval bezoek aan de collectiviteit) is essentieel met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten. Ook voor de opvolging van de handhaving van de verplichte quarantaine en testing is het noodzakelijk dat de bevoegde gefedereerde entiteiten de betrokken personen kunnen contacteren om na te gaan of zij de quarantaine en testing naleven en om de verifiëren of alles goed met hen gaat ;	5. Telefonnummer(n), damit die betreffende Person im Bedarfsfall erreicht werden kann. Die Kontaktaufnahme mit bestimmten Personen über alle Kommunikationsmittel, einschließlich Telefon, E-Mail oder physischer Besuch (ggf. Besuch der Personengemeinschaft) ist für die Zwecke der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften unerlässlich. Um die Einhaltung der Quarantäne- und Testpflicht zu überwachen, müssen die zuständigen föderierten Teilgebiete auch in der Lage sein, mit den betreffenden Personen Kontakt aufzunehmen, um die Einhaltung der Quarantäne- und Testpflicht zu überprüfen und festzustellen, ob es ihnen gut geht;
--	---	---

6° adresse de résidence : nécessaire en cas de visite physique (le cas échéant) dans le cadre du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités. Afin d'appliquer la quarantaine et le test de dépistage obligatoires, il est nécessaire de connaître l'adresse à laquelle la personne concernée souhaite rester en quarantaine ;	6° verblijfsadres, is nodig in geval van fysiek bezoek (in voorkomend geval bezoek aan de collectiviteit) in het kader van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten. Voor de handhaving van de verplichte quarantaine en testing is het noodzakelijk om te weten op welk adres de betrokkene in quarantaine wenst te verblijven;	6. Aufenthaltsadresse, ist im Falle eines physischen Besuchs (ggf. Besuch der Personengemeinschaft) im Rahmen der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften notwendig. Um die Quarantäne- und Testpflicht durchzusetzen, ist es notwendig, die Adresse zu kennen, an der die betreffende Person in Quarantäne bleiben möchte;
7° adresse électronique : la communication de l'adresse électronique est motivée par la nécessité de contacter des personnes dans certaines situations, en vue du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités, par tout moyen de communication possible, y compris par courrier électronique ;	7° e-mailadres: de mededeling van het e-mailadres is ingegeven door de noodzaak om personen in bepaalde situaties, met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, te bereiken via elk mogelijke manier van communicatie, waaronder ook per e-mail;	7. E-Mail-Adresse: Die Mitteilung der E-Mail-Adresse ist durch die Notwendigkeit begründet, Personen in bestimmten Situationen zu erreichen, um Cluster und Personengemeinschaften zurückzuverfolgen und zu untersuchen, und zwar mit allen möglichen Kommunikationsmitteln, einschließlich E-Mail;
8° indication du fait que la personne concernée résidera ou non en Belgique pendant plus de 48 heures; en effet, ce paramètre est déterminant pour décider si la personne concernée doit être mise en quarantaine et/ou quand elle doit être testée ;	8° aanduiding of betrokkene al dan niet langer dan 48 uur in België zal verblijven; gezien deze parameter bepalend is om te beslissen of de betrokkene al dan niet in quarantaine moet gaan en/of wanneer men zich moet laten testen;	8. Angabe, ob die betreffende Person länger als 48 Stunden in Belgien bleibt oder nicht; weil dieser Parameter ausschlaggebend für die Entscheidung ist, ob die betreffende Person in Quarantäne gehen muss oder nicht und/oder wann sich die Person testen lassen muss;
9° indication s'il s'agit ou non d'un voyage professionnel ; cette information est pertinente puisque d'autres règles s'appliquent aux voyages professionnels sur base desquels la décision d'entrer ou non en quarantaine est prise ;	9° aanduiding of het al dan niet een professionele reis betreft; dit gegeven is relevant gezien voor professionele reizen andere regels gelden op basis waarvan wordt beslist om al dan niet in quarantaine te gaan;	9. Angabe, ob es sich um eine Geschäftsreise handelt oder nicht; diese Angabe ist relevant, da für Geschäftsreisen andere Regeln gelten, auf deren Grundlage entschieden wird, ob eine Quarantäne zu erfolgen hat oder nicht;
10° le cas échéant, le numéro de certificat du voyage professionnel ; cette information est pertinente car la déclaration (sur l'honneur) du caractère professionnel n'est pas suffisante en soi. Sans ce numéro de certificat, un voyage ne peut être considéré comme professionnel ;	10° in voorkomend geval, het certificaatnummer van de professionele reis; dit gegeven is relevant aangezien de verklaring (op eer) van het professioneel karakter <i>an sich</i> niet volstaat. Zonder dit certificaatnummer kan een reis niet als professioneel beschouwd worden;	10. ggf. Bescheinigungsnummer der Geschäftsreise; diese Angabe ist relevant, da die (ehrenwörtliche) Erklärung der beruflichen Natur <i>an sich</i> nicht ausreicht. Ohne diese Bescheinigungsnummer kann eine Reise nicht als Geschäftsreise angesehen werden;

11° indication du fait que la personne concernée réside ou non en Belgique; certaines règles relatives à la quarantaine et aux tests de dépistage peuvent différer selon que la personne concernée réside ou non en Belgique;	11° aanduiding of de betrokkene al dan niet een inwoner van België is; sommige regels inzake quarantaine en testing kunnen verschillen naargelang men al dan niet inwoner van België is;	11. Angabe, ob die betreffende Person ihren Wohnsitz in Belgien hat oder nicht; je nachdem, ob die Person ihren Wohnsitz in Belgien hat oder nicht, können bestimmte Vorschriften für Quarantäne und Tests unterschiedlich sein;
12° indication du fait que l'intéressé a séjourné à l'étranger pendant 48 heures ou non ; cette information est pertinente car la durée du séjour à l'étranger est un des facteurs déterminants de l'obligation de quarantaine ;	12° aanduiding of betrokkene al dan niet 48 uren in het buitenland heeft verbleven; dit gegeven is ter zake dienend gezien de duur van het verblijf in het buitenland één van de bepalende factoren is voor de quarantaineverplichting;	12. Angabe, ob sich die betreffende Person 48 Stunden im Ausland aufgehalten hat oder nicht; diese Information ist relevant, da die Dauer des Auslandsaufenthalts einer der entscheidenden Faktoren für die Quarantänepflicht ist;
13° le ou les pays et, le cas échéant, la ou les régions à l'étranger où la personne concernée a résidé ; cette information est pertinente car des règles différentes s'appliquent selon la situation épidémiologique du pays ou de la région concernée ;	13° land, en of landen en, in voorkomend geval, de regio of regio's in het buitenland waar betrokkene heeft verbleven; dit gegeven is relevant gezien er andere regels gelden naargelang de epidemiologische situatie van het betrokken land of regio;	13. Land oder Länder und gegebenenfalls Region(en) im Ausland, in denen sich die betreffende Person aufgehalten hat; diese Information ist relevant, da je nach epidemiologischer Situation des betreffenden Landes oder der betreffenden Region unterschiedliche Regeln gelten;
14° date de début et de fin du séjour à l'étranger ; cette information est un indicateur pertinent pour vérifier la situation épidémiologique au moment du séjour à l'étranger, et par conséquent les mesures COVID peuvent différer lors du retour en Belgique ;	14° begin- en einddatum van het verblijf in het buitenland, dit gegeven is een relevante indicator om de epidemiologische situatie op het moment van verblijf in het buitenland na te gaan, waardoor bijgevolg de COVID-19-maatregelen bij terugkeer in België kunnen verschillen;	14. Anfangs- und Enddatum des Auslandsaufenthaltes, diese Information ist ein relevanter Indikator, um die epidemiologische Situation zum Zeitpunkt des Auslandsaufenthaltes zu überprüfen, wodurch die COVID-19-Maßnahmen bei der Rückkehr nach Belgien unterschiedlich ausfallen können;
15° la date d'arrivée en Belgique, est pertinente car les dates de quarantaine et de test de dépistage s'y greffent.	15° de datum van aankomst in België, is relevant aangezien de data van quarantaine en testing hierop geënt zijn.	15. Ankunftsdatum in Belgien, diese Information ist relevant, da die Daten der Quarantäne und Testung davon abhängig sind.
Ces 3 données susmentionnées peuvent être traitées, combinées et comparées par l'ONSS, en sa qualité de sous-traitant pour les entités fédérées compétentes, avec certaines données d'identification, de contact, de travail et de résidence, en vue du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités, en particulier ceux	Deze 3 voormelde gegevens kunnen door de RSZ, in de hoedanigheid van verwerker voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, worden verwerkt, vergeleken en samengevoegd met bepaalde identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens, met het oog op het opsporen en onderzoeken van	Diese 3 vorgenannten Daten können vom LASS in seiner Eigenschaft als Auftragsverarbeiter für die zuständigen föderierten Teilgebiete verarbeitet, verglichen und mit bestimmten Identifizierungs-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Aufenthaltsdaten

liés au travail, ainsi qu'en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires.	clusters en collectiviteiten, in het bijzonder deze die gerelateerd zijn aan tewerkstellingen, alsook met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing.	zusammengeführt werden, um Cluster und Personengemeinschaften, insbesondere im Zusammenhang mit der Beschäftigung, zu erkennen und zu untersuchen, sowie die Quarantäne- und Testpflicht durchzusetzen.
Le paragraphe 3 prévoit la possibilité de clarifier, de modifier ou de compléter les données PLF par le biais d'un accord de coopération d'exécution, et ce uniquement en cas de modification du PLF. Le cas échéant, une nouvelle analyse d'impact relative à la protection des données sera effectuée conformément aux articles 35 et 36 du règlement général sur la protection des données, et ce préalablement au traitement.	Paragraaf 3 voorziet in de mogelijkheid om de PLF-gegevens te verduidelijken, wijzigen of aanvullen bij uitvoerend samenwerkingsakkoord, en dit enkel in geval van wijziging van het PLF. In voorkomend geval, wordt voorafgaand aan de verwerking een nieuwe gegevensbeschermingseffectenbeoordeling uitgevoerd overeenkomstig artikelen 35 en 36 van de algemene verordening gegevensbescherming.	Paragraph 3 sieht die Möglichkeit vor, die PLF-Daten durch ein ausführendes Zusammenarbeitsabkommen zu verdeutlichen, zu ändern oder zu ergänzen, und zwar nur im Falle einer Änderung des PLF. In diesem Fall wird vor der Verarbeitung eine neue Datenschutz-Folgenabschätzung gemäß Artikel 35 und 36 der DSGVO erstellt.
Un cinquième élément essentiel concerne la durée maximale de conservation . Le paragraphe 4 définit d'abord la durée maximale de conservation par l'ONSS (sous-traitant) des données à caractère personnel issues de la base de données PLF. Ces données ne sont pas conservées par l'ONSS (sous-traitant) plus longtemps que nécessaire et seront détruites au plus tard 28 jours calendrier à compter de la date d'arrivée de la personne concernée sur le territoire belge. Cette durée maximale de conservation correspond à la durée maximale de conservation des données dans la base de données PLF telle que définie à l'article 7 de l'accord de coopération du 24 mars 2021.	Een vijfde essentieel element betreft de maximale bewaringstermijn . Paragraaf 4 bepaalt vooreerst de maximale bewaringstermijn door de RSZ (verwerker) van de persoonsgegevens afkomstig uit de Gegevensbank PLF. Deze gegevens worden door de RSZ (verwerker) niet langer bewaard dan noodzakelijk en worden uiterlijk 28 kalenderdagen na de datum van aankomst op het Belgisch grondgebied verwijderd. Deze maximale bewaringstermijn stemt overeen met de maximale bewaringstermijn van gegevens in de PLF-gegevensbank, bepaald bij artikel 7 van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021.	Ein fünftes wesentliches Element betrifft die maximale Aufbewahrungsfrist . Paragraph 4 legt zunächst die maximale Aufbewahrungsfrist der personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank durch das LASS (Auftragsverarbeiter) fest. Diese Daten werden vom LASS (Auftragsverarbeiter) nicht länger als nötig aufbewahrt und spätestens 28 Kalendertage nach dem Datum der Ankunft auf belgischem Staatsgebiet gelöscht. Diese maximale Aufbewahrungsfrist entspricht der maximalen Aufbewahrungsfrist von Daten in der PLF-Datenbank, die in Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 vorgesehen ist.
En outre, la durée maximale de conservation des données de résultat est déterminée pour les responsables de traitement, en	Voorts wordt de maximale bewaringstermijn van de resultaatgegevens voor de verwerkingsverantwoordelijken	Darüber hinaus wird die maximale Aufbewahrungsfrist der Ergebnisdaten für die Verarbeitungsverantwortlichen in

<p>fonction de la finalité du traitement. La conservation maximale des données de résultat traitées aux fins du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités est conforme à l'article 15 de l'accord de coopération du 25 août 2020. La conservation maximale des données de résultat traitées aux fins de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires est conforme à l'article 5 de l'accord de coopération du 24 mars 2021.</p>	<p>bepaald, in functie van het doeleinde van de verwerking. De maximale bewaring van de resultaatgegevens die worden verwerkt met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, geschiedt overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020. De maximale bewaring van de resultaatgegevens die worden verwerkt met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing geschiedt overeenkomstig artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021.</p>	<p>Abhängigkeit vom Zweck der Verarbeitung festgelegt. Die maximale Aufbewahrungsfrist von Ergebnisdaten, die zum Zweck der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften verarbeitet werden, richtet sich nach Artikel 15 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020. Die maximale Aufbewahrung von Ergebnisdaten, die zum Zweck der Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht verarbeitet werden, erfolgt gemäß Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021.</p>
--	--	--

<p>Enfin, le paragraphe 5 règle la communication des données de résultat par les entités fédérées aux autorités locales et par les entités fédérées ou les autorités locales aux services de police. Cette communication se fait conformément à l'article 3, § 2, de l'accord de coopération du 24 mars 2021 et conformément à la réglementation des entités fédérées.</p>	<p>Tot slot regelt paragraaf 5 de doorgifte van de resultaatgegevens door de gefedereerde entiteiten aan de lokale overheden en door de gefedereerde entiteiten of de lokale overheden aan de politiediensten. Dit gebeurt overeenkomstig artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 en overeenkomstig de regelgeving van de gefedereerde entiteiten.</p>	<p>Paragraph 5 schließlich regelt die Übermittlung von Ergebnisdaten durch die föderierten Teilgebiete an die lokalen Behörden und durch die föderierten Teilgebiete oder lokalen Behörden an die Polizeidienste. Dies geschieht in Übereinstimmung mit Artikel 3 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 und in Übereinstimmung mit den Vorschriften der föderierten Teilgebiete.</p>
--	--	--

Art. 4.

L'article 4 prévoit les éléments essentiels du traitement ultérieur par l'ONSS, en sa qualité de responsable du traitement, de certaines données de la Base de données PLF, en vue de soutenir la surveillance par les inspecteurs sociaux compétents du respect des mesures-COVID-19 sur les lieux de travail.

Art. 4.

Artikel 4 voorziet de essentiële elementen van de verdere verwerking door de RSZ in de hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke van bepaalde gegevens uit de Gegevensbank PLF, met het oog op de ondersteuning van het toezicht door de bevoegde sociaal inspecteurs op de naleving van de COVID-19-maatregelen op de arbeidsplaatsen.

Art. 4

Artikel 4 enthält die wesentlichen Elemente der Weiterverarbeitung bestimmter Daten aus der PLF-Datenbank durch das LASS in seiner Eigenschaft als Verarbeitungsverantwortlicher, im Hinblick auf eine Unterstützung der zuständigen Sozialinspektoren bei der Überwachung der Einhaltung der COVID-19-Maßnahmen am Arbeitsplatz.

En pratique, l'ONSS reçoit quotidiennement certaines données PLF, qu'il couple aux données relatives à l'emploi du travailleur salarié ou du travailleur indépendant concerné. Ces personnes sont réparties en trois catégories. Une première catégorie concerne les travailleurs salariés ou les travailleurs indépendants résidant ou séjournant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, comme par exemple les travailleurs saisonniers. Une deuxième catégorie concerne les personnes qui sont déclarées dans le système d'enregistrement de présence (Check-in at Work) comme travaillant effectivement dans les secteurs de la construction, de la viande, de l'agriculture et de l'horticulture ou du nettoyage. Une troisième catégorie comprend les autres personnes qui peuvent être liées à une entreprise ou à un siège d'exploitation.

Concreet ontvangt de RSZ dagelijks bepaalde PLF-gegevens, die hij koppelt aan de tewerkstellingsgegevens van de betrokken werknemer of zelfstandige. Deze personen worden ingedeeld in drie categorieën. Een eerste categorie betreft de in het buitenland wonende of verblijvende werknemers of zelfstandigen die werkzaamheden uitvoeren in België, waaronder bijvoorbeeld de seizoensarbeiders. Een tweede categorie betreft de personen die in het systeem van aanwezigheidsregistratie (Check-in at Work) zijn aangegeven als effectief werkend in de sectoren bouw, vlees, land- en tuinbouw of schoonmaak. Een derde categorie omvat de overige personen die kunnen gekoppeld worden aan een onderneming of exploitatiezetel.

In der Praxis erhält das LASS jeden Tag bestimmte PLF-Daten und verknüpft diese mit den Beschäftigungsdaten des jeweiligen Arbeitnehmers oder Selbstständigen. Diese Personen werden in drei Kategorien eingeteilt. Eine erste Kategorie betrifft Arbeitnehmer oder Selbstständige, die im Ausland wohnen oder sich dort aufhalten und in Belgien arbeiten, darunter z. B. Saisonarbeiter. Eine zweite Kategorie betrifft die Personen, die im System der Anwesenheitsregistrierung (Check-in at Work) als tatsächlich in den Sektoren Bau, Fleisch, Landwirtschaft und Gartenbau oder Reinigung arbeitend angegeben sind. Eine dritte Kategorie umfasst andere Personen, die mit einem Unternehmen oder einem Betriebssitz verbunden werden können.

Un premier élément essentiel concerne les **finalités** de ce traitement, plus précisément la surveillance par les inspecteurs sociaux compétents du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail.

Een eerste essentieel element betreft de **doeleinden** van deze verwerking, meer bepaald het toezicht door de bevoegde sociaal inspecteurs op de naleving van de maatregelen tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op de arbeidsplaatsen.

Ein erstes wesentliches Element betrifft die **Zwecke** dieser Verarbeitung, genauer gesagt die Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen gegen die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren.

En outre, le **responsables du traitement** est désigné. L'Office national de sécurité sociale agit en tant que responsable du traitement des données pour ce traitement ultérieur.

Verder wordt de **verwerkingsverantwoordelijke** aangeduid. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid treedt op als verwerkingsverantwoordelijke voor deze verdere verwerking.

Außerdem wird der **Verarbeitungsverantwortliche** angegeben. Das Landesamt für soziale Sicherheit fungiert als Verantwortlicher für diese Weiterverarbeitung.

Le troisième élément essentiel est la définition des **catégories de personnes concernées**. Ce sont les personnes qui sont tenues de remplir le PLF.

Als derde essentieel element worden de **categorieën van betrokkenen** bepaald. Het gaat om de personen die ertoe

Das dritte wesentliche Element ist die Bestimmung der **Kategorien von betroffenen Personen**. Dies sind die Personen, die zum

gehouden zijn het PLF in te vullen. Ausfüllen des PLF verpflichtet sind.

Ensuite, les **catégories de données à caractère personnel** traitées, sont définies. Ces données sont plus limitées que les données PLF traitées en vertu de l'article 3 pour les entités fédérées compétentes, étant donné la finalité différente du traitement. Si l'adresse de résidence, les numéros de téléphone et l'adresse électronique sont pertinents pour contacter la personne concernée en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités ainsi qu'en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire, ces données ne sont pas pertinentes aux fins des contrôles effectués par les inspecteurs sociaux compétents sur le respect des mesures-COVID-19 sur le lieu de travail.

Vervolgens worden de **categorieën van persoonsgegevens** omschreven die worden verwerkt. Deze gegevens zijn beperkter dan de PLF-gegevens die in toepassing van artikel 3 worden verwerkt voor de bevoegde gefedereerde entiteiten, gelet op de verschillende doelstelling van de verwerking. Terwijl het verblijfsadres, de telefoonnummers en het e-mailadres ter zake dienend zijn om de betrokkene te kunnen bereiken met het oog op het onderzoek en de opsporing van clusters en collectiviteiten alsook met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing, zijn deze gegevens niet ter zake dienend voor de controles door de bevoegde sociaal inspecteurs op de naleving van de COVID-19-maatregelen op de arbeidsplaats.

Anschließend werden die **Kategorien der personenbezogenen Daten** festgelegt, die verarbeitet werden. Diese Daten sind aufgrund des unterschiedlichen Zwecks der Verarbeitung begrenzter als die PLF-Daten, die gemäß Artikel 3 für die zuständigen föderierten Teilgebiete verarbeitet werden. Während die Aufenthaltsadresse, die Telefonnummern und die E-Mail-Adresse relevant sind, um die betroffene Person für die Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften sowie für die Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht erreichen zu können, sind diese Daten für die Kontrollen der zuständigen Sozialinspektoren zur Einhaltung der COVID-19-Maßnahmen am Arbeitsplatz nicht relevant.

Il s'agit des données à caractère personnel suivantes de la base de données PLF, pour lequel le service Saniport du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement est le responsable du traitement :

Het gaat om volgende persoonsgegevens uit de Gegevensbank PLF, waarvoor de dienst Saniport van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, de verwerkingsverantwoordelijke is:

Dies betrifft die folgenden personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank, für die der Dienst Saniport des FÖD Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt als Verantwortlicher auftritt:

- | | | |
|---|--|---|
| <p>1° nom et prénom : nécessaires à l'identification unique de la personne concernée ;</p> | <p>1° de naam en voornaam: noodzakelijk met het oog op een unieke identificatie van de betrokkene;</p> | <p>1. Name und Vorname: notwendig für die eindeutige Identifizierung der betreffenden Person;</p> |
| <p>2° le sexe : cette information fait partie des données d'identification minimales pour identifier une personne avec une certitude suffisante, en l'absence d'un numéro NISS existant ;</p> | <p>2° geslacht: dit gegeven behoort tot de minimale identificatiegegevens om een persoon met voldoende zekerheid te kunnen identificeren, bij gebrek aan bestaand INSZ-nummer;</p> | <p>2. Geschlecht: Diese Information ist Teil der Mindestidentifikationsdaten, um eine Person mit ausreichender Sicherheit zu identifizieren, wenn keine ENSS vorhanden ist;</p> |

- 3° la date de naissance, nécessaire à l'identification unique de la personne concernée ; 3° geboortedatum, noodzakelijk met het oog op een unieke identificatie van de betrokkene; 3. Geburtsdatum: notwendig für die eindeutige Identifizierung der betreffenden Person;
- 4° le numéro NISS, ou pour les personnes auxquelles un numéro NISS n'a pas été attribué, leur numéro de passeport ou de carte d'identité, nécessaire à l'identification unique de la personne concernée ; 4° het INSZ-nummer, of voor de personen aan wie geen INSZ-nummer werd toegekend, hun paspoort- of Personalausweisnummer, die zur eindeutigen Identifizierung der betreffenden Person erforderlich ist; 4. ENSS bzw. bei Personen, denen keine ENSS zugewiesen wurde, Reisepass- oder Personalausweisnummer, die zur eindeutigen Identifizierung der betreffenden Person erforderlich ist;
- 5° l'indication du fait que la personne concernée séjournera ou non plus de 48 heures en Belgique: cette information est utilisée comme un filtre afin que les données à caractère personnel des personnes qui ne restent pas plus de 48 heures en Belgique ne soient pas traitées ; 5° aanduiding of betrokkene al dan niet langer dan 48 uur in België zal verblijven: dit gegeven wordt gebruikt als filter opdat de persoonsgegevens van personen die niet langer dan 48 uur in België verblijven niet worden verwerkt; 5. Angabe, ob sich die betreffende Person länger als 48 Stunden in Belgien aufhält oder nicht: Diese Information wird als Filter verwendet, damit die personenbezogenen Daten von Personen, die sich nicht länger als 48 Stunden in Belgien aufhalten, nicht verarbeitet werden;
- 6° l'indication qu'il s'agit ou non d'un voyage professionnel ; cette information est pertinente puisque d'autres règles s'appliquent aux voyages professionnels sur base desquels une décision est prise d'imposer ou non la quarantaine. Les personnes en quarantaine peuvent télétravailler, si le poste est télétravaillable, mais ne peuvent pas, en principe, se rendre sur le lieu de travail, sauf exception ; 6° aanduiding of het al dan niet een professionele reis betreft; dit gegeven is relevant gezien voor professionele reizen andere regels gelden op basis waarvan wordt beslist om al dan niet in quarantaine te gaan. Personen die in quarantaine zijn, kunnen telewerken, indien de functie telewerkbaar is, maar mogen zich in beginsel niet op de arbeidsplaats begeven, tenzij voor hen een uitzondering geldt; 6. Angabe, ob es sich um eine Geschäftsreise handelt oder nicht; diese Angabe ist relevant, da für Geschäftsreisen andere Regeln gelten, auf deren Grundlage entschieden wird, ob eine Quarantäne einzuhalten ist oder nicht. Personen, die sich in Quarantäne befinden, können Telearbeit leisten, wenn die Funktion Telearbeit erlaubt, dürfen sich aber grundsätzlich nicht zum Arbeitsplatz begeben, es sei denn, für sie gilt eine Ausnahme;
- 7 ° le cas échéant, le numéro de certificat du voyage professionnel; cette information est pertinente puisque la déclaration (sur l'honneur) du caractère professionnel n'est pas suffisante en soi. Sans ce numéro de certificat, un voyage ne peut être considéré comme professionnel ; 7 ° in voorkomend geval, het certificaatnummer van de professionele reis; dit gegeven is relevant aangezien de verklaring (op eer) van het professioneel karakter *an sich* niet volstaat. Zonder dit certificaatnummer kan een reis niet als professioneel beschouwd worden; 7. ggf. Bescheinigungsnummer der Geschäftsreise; diese Angabe ist relevant, da die (ehrenwörtliche) Erklärung der beruflichen Natur *an sich* nicht ausreicht. Ohne diese Bescheinigungsnummer kann eine Reise nicht als Geschäftsreise angesehen werden;
- 8° l'indication que l'intéressé est résident ou non en Belgique; certaines règles de quarantaine et du test de dépistage peuvent 8° aanduiding of de betrokkene al dan niet een inwoner van België is; sommige regels inzake quarantaine en testing kunnen 8. Angabe, ob die betreffende Person ihren Wohnsitz in Belgien hat oder nicht; je nachdem, ob die Person ihren Wohnsitz in Belgien

différer selon que l'on réside ou non en Belgique. Les personnes en quarantaine peuvent télétravailler, si la fonction est télétravaillable, mais elles ne sont en principe pas autorisées sur le lieu de travail, sauf exception ;	verschillen naargelang men al dan niet inwoner van België is. Personen die in quarantaine zijn, kunnen telewerken, indien de functie telewerkbaar is, maar mogen zich in beginsel niet op de arbeidsplaats begeven, tenzij voor hen een uitzondering geldt;	hat oder nicht, können bestimmte Vorschriften für Quarantäne und Tests unterschiedlich sein. Personen, die sich in Quarantäne befinden, können Telearbeit leisten, wenn die Funktion Telearbeit erlaubt, dürfen sich aber grundsätzlich nicht zum Arbeitsplatz begeben, es sei denn, für sie gilt eine Ausnahme;
9° l'indication du fait que la personne concernée a séjourné ou non 48 heures à l'étranger; cette information est pertinente étant donné que la durée du séjour à l'étranger est un des facteurs déterminant l'obligation de quarantaine. Les personnes en quarantaine peuvent faire du télétravail, si le poste est télétravaillable, mais ne peuvent pas, en principe, entrer sur le lieu de travail, sauf exception ;	9° aanduiding of betrokkene al dan niet 48 uren in het buitenland heeft verbleven; dit gegeven is ter zake dienend gezien de duur van het verblijf in het buitenland één van de bepalende factoren is voor de quarantaineverplichting. Personen die in quarantaine zijn, kunnen telewerken, indien de functie telewerkbaar is, maar mogen zich in beginsel niet op de arbeidsplaats begeven, tenzij zij tot de uitzondering behoren;	9. Angabe, ob sich die betreffende Person 48 Stunden im Ausland aufgehalten hat oder nicht; diese Information ist relevant, da die Dauer des Auslandsaufenthalts einer der entscheidenden Faktoren für die Quarantänepflicht ist. Personen, die sich in Quarantäne befinden, können Telearbeit leisten, wenn die Funktion Telearbeit erlaubt, dürfen sich aber grundsätzlich nicht zum Arbeitsplatz begeben, es sei denn, für sie gilt eine Ausnahme;
10° le ou les pays et, le cas échéant, la ou les régions à l'étranger où la personne concernée a résidé ; cette information est pertinente car des règles différentes s'appliquent selon la situation épidémiologique du pays ou de la région concernée ;	10° land, en of landen en, in voorkomend geval, de regio of regio's in het buitenland waar betrokkene heeft verbleven; dit gegeven is relevant gezien er andere regels gelden naargelang de epidemiologische situatie van het betrokken land of regio;	10. Land oder Länder und gegebenenfalls Region(en) im Ausland, in denen sich die betreffende Person aufgehalten hat; diese Information ist relevant, da je nach epidemiologischer Situation des betreffenden Landes oder der betreffenden Region unterschiedliche Regeln gelten;
11° date de début et de fin du séjour à l'étranger, cette information est un indicateur pertinent pour vérifier la situation épidémiologique au moment du séjour à l'étranger, et par conséquent les mesures COVID-19 peuvent différer au retour en Belgique ;	11° begin- en einddatum van het verblijf in het buitenland, dit gegeven is een relevante indicator om de epidemiologische situatie op het moment van verblijf in het buitenland na te gaan, waardoor bijgevolg de COVID-19-maatregelen bij terugkeer in België kunnen verschillen;	11. Anfangs- und Enddatum des Auslandsaufenthaltes; diese Information ist ein relevanter Indikator, um die epidemiologische Situation zum Zeitpunkt des Auslandsaufenthaltes zu überprüfen, wodurch die COVID-19-Maßnahmen bei der Rückkehr nach Belgien unterschiedlich ausfallen können;
12° la date d'arrivée en Belgique, est pertinente car les dates de quarantaine et du test de dépistage s'y greffent.	12° aankomstdatum in België, is relevant aangezien de data van quarantaine en testing hierop geënt zijn.	12. Ankunftsdatum in Belgien; diese Information ist relevant, da die Daten der Quarantäne und Testung davon abhängig sind.
Cette sélection de données PLF est liée par l'ONSS aux données	Deze selectie van PLF-gegevens wordt door de RSZ gekoppeld aan	Diese Auswahl von PLF-Daten wird vom LASS mit

d'identification, de contact et d'emploi en vue de soutenir la surveillance par les inspecteurs sociaux compétents du respect des mesures contre la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail. Il faut souligner qu'il s'agit toujours d'indications, qui sont vérifiées sur place par les inspecteurs sociaux et que les personnes concernées ont la possibilité d'exprimer leur point de vue. Dans la prise des décisions individuelles, il y a toujours une intervention humaine substantielle, par laquelle, en plus des indications résultant du traitement, d'autres éléments sont également pris en considération. L'intervention des fonctionnaires compétents est toujours requise pour le constat des infractions à la législation.

identificatie-, contact-, en tewerkstellingsgegevens met het oog op het toezicht door de bevoegde sociaal inspecteurs op de naleving van de maatregelen tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op de arbeidsplaatsen. Hierbij dient te worden benadrukt dat het steeds gaat om indicaties, die door de sociaal inspecteurs steeds ter plaatse worden geverifieerd en waarbij de betrokkenen de gelegenheid hebben hun standpunt kenbaar te maken. Bij de individuele besluitvorming is steeds een substantiële menselijke tussenkomst, waarbij naast met de indicaties resulterend uit de verwerking ook andere elementen in overweging worden genomen. Voor de vaststelling van inbreuken is steeds de tussenkomst van bevoegde ambtenaren vereist.

Identifikations-, Kontakt- und Beschäftigungsdaten verknüpft, um die Einhaltung der Maßnahmen gegen die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren zu überwachen. Es ist zu betonen, dass es sich dabei immer um Hinweise handelt, die von den Sozialinspektoren vor Ort überprüft werden, und dass die betroffenen Personen die Möglichkeit haben, sich zu äußern. Die individuelle Entscheidungsfindung ist immer mit einer wesentlichen individuellen Bearbeitung verbunden, wobei neben den aus der Verarbeitung resultierenden Hinweisen auch andere Elemente berücksichtigt werden. Die Feststellung von Verstößen erfordert immer die Bearbeitung durch zuständige Beamte.

Un cinquième élément essentiel concerne la **durée maximale de conservation**, tant des données PLF que des données personnelles résultant du traitement. Le paragraphe 4 prévoit que l'ONSS et les inspecteurs sociaux compétents ne conservent pas ces données plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées. Ces données à caractère personnel sont détruites par l'ONSS au plus tard 28 jours à compter de la date d'arrivée de la personne concernée sur le territoire belge. Cette durée maximale de conservation correspond à la durée maximale de conservation des données PLF dans la base de données PLF, prévue par l'article 7 de l'accord de coopération du 24 mars 2021.

Een vijfde essentieel element betreft de **maximale bewaringstermijn**, zowel van de PLF-gegevens als van de persoonsgegevens van de resultaatverwerkingen. Paragraaf 4 voorziet dat de RSZ en de bevoegde sociaal inspecteurs deze gegevens niet langer bewaren dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt. Deze persoonsgegevens worden door de RSZ vernietigd uiterlijk 28 dagen na de datum van aankomst van de betrokkene op het Belgisch grondgebied. Deze maximale bewaringstermijn stemt overeen met de maximale bewaringstermijn van de PLF-gegevens in de PLF-gegevensbank, bepaald bij artikel 7 van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021.

Ein fünftes wesentliches Element betrifft die **maximale Aufbewahrungsfrist**, sowohl der PLF-Daten als auch der personenbezogenen Daten aus den Ergebnisverarbeitungen. Paragraph 4 sieht vor, dass das LASS und die zuständigen Sozialinspektoren diese Daten nicht länger aufbewahren, als es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist. Diese personenbezogenen Daten werden vom LASS spätestens 28 Tage nach dem Datum der Ankunft der betreffenden Person auf belgischem Staatsgebiet gelöscht. Diese maximale Aufbewahrungsfrist entspricht der maximalen Aufbewahrungsfrist von PLF-Daten in der PLF-Datenbank, die in Artikel 7 des Zusammenarbeitsabkommens

vom 24. März 2021 vorgesehen ist.

Enfin, la section 5 détermine la **communication par** l'ONSS qui résultent dudit traitement. L'ONSS ne peut transmettre les données de résultats qu'aux inspecteurs sociaux des autres services et institutions qui, conformément à l'article 17, § 2, premier alinéa du Code pénal social, sont compétents pour la surveillance du respect des mesures visant à limiter la propagation du coronavirus sur le lieu de travail, et uniquement pour la même finalité de cette surveillance. Il s'agit des inspecteurs sociaux des services et institutions suivants: la Direction générale Contrôle des Lois Sociales du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (SPF ETCS), la Direction générale Contrôle du Bien-être au Travail du SPF ETCS, l'Office national de l'emploi (ONVA), FEDRIS, l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) et l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI). Cette communication est justifiée puisque les inspecteurs sociaux de ces services et institutions sont également compétents pour la surveillance en question, et puisque des inspections conjointes par des inspecteurs sociaux de différentes institutions sont également effectuées.

Tot slot regelt paragraaf 5 de **doorgifte** door de RSZ van de persoonsgegevens die resulteren uit deze verwerking. De RSZ kan de resultaatsgegevens enkel meedelen aan de sociaal inspecteurs van de andere diensten en instellingen die overeenkomstig artikel 17, § 2, eerste lid van het Sociaal Strafwetboek bevoegd zijn voor het toezicht op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus te beperken op de arbeidsplaats en dit enkel voor dezelfde doelstelling van dit toezicht. Het gaat om de sociaal inspecteurs van de volgende diensten en instellingen: de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg (FOD WASO), de Algemene Directie Toezicht op het Welzijn op het Werk van de FOD WASO, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA), FEDRIS, het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (RIZIV) en het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen (RSVZ). Deze doorgifte is gerechtvaardigd aangezien ook de sociaal inspecteurs van deze diensten en instellingen bevoegd zijn voor het betreffende toezicht, en er ook gezamenlijke controles worden uitgevoerd door sociaal inspecteurs van verschillende instellingen.

Paragraph 5 schließlich regelt die **Weitergabe** der aus dieser Verarbeitung resultierenden personenbezogenen Daten durch das LASS. Das LASS kann die Ergebnissdaten nur den Sozialinspektoren anderer Dienste und Einrichtungen mitteilen, die gemäß Artikel 17 § 2 Absatz 1 des Sozialstrafgesetzbuches für die Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus am Arbeitsplatz zuständig sind, und auch nur für denselben Zweck dieser Überwachung. Dies betrifft die Sozialinspektoren der folgenden Dienste und Einrichtungen: die Generaldirektion Kontrolle der Sozialgesetze des FÖD Beschäftigung, Arbeit und soziale Konzertierung (FÖD BASK), die Generaldirektion Kontrolle des Wohlbefindens bei der Arbeit des FÖD BASK, das Landesamt für Arbeitsbeschaffung (LfA), Fedris, das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) und das Landesinstitut der Sozialversicherungen für Selbstständige (LISVS). Diese Weitergabe ist gerechtfertigt, da die Sozialinspektoren dieser Dienste und Einrichtungen auch für die jeweilige Aufsicht zuständig sind und auch gemeinsame Kontrollen von Sozialinspektoren verschiedener Einrichtungen durchgeführt werden.

Art. 5.

Art. 5.

Art. 5

<p>L'article 5 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.</p>	<p>Artikel 5 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.</p>	<p>Artikel 5 regelt die Beilegung von Rechtsstreiten zwischen den Parteien durch ein Zusammenarbeitsgericht.</p>
---	---	--

Art. 6.

L' article 6 charge la Conférence interministérielle santé publique de contrôler la mise en œuvre et le respect des dispositions de cet accord de coopération et d'y proposer des adaptations.

Art. 6.

Artikel 6 draagt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op om toezicht de houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.

Art. 6

Artikel 6 überträgt der Interministeriellen Konferenz Volksgesundheits die Aufgabe, die Umsetzung und Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu überwachen und Änderungen vorzuschlagen.

Art. 7.

L'article 7 détermine l'entrée en vigueur et la fin de vigueur des dispositions du présent accord de coopération et prévoit la possibilité de le réviser ou révoquer. Cet accord de coopération entre en vigueur à la date de sa publication au Moniteur belge, à l'exception des articles 2 et 4. L'article 2, tout comme l'article 11 de l'arrêté ministériel du 22 août 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, produit ses effets le 1^{er} septembre 2020. L'article 4, tout comme l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, produit ses effets le 12 janvier 2021.

Art. 7.

Artikel 7 bepaalt de inwerkingtreding en de buitenwerkingtreding van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid tot herziening of opheffing ervan. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikelen 2 en 4. Artikel 2 heeft net zoals artikel 11 van het ministerieel besluit van 22 augustus 2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 30 juni 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, uitwerking met ingang van 1 september 2020. Artikel 4 heeft net zoals artikel 8 van het ministerieel besluit van 12 januari 2021 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, uitwerking met ingang van 12 januari 2021.

Art. 7

Artikel 7 regelt das Inkrafttreten und Außerkrafttreten der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und sieht die Möglichkeit zur Revidierung oder Aufhebung des Abkommens vor. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 2 und 4. Artikel 2 ist wie Artikel 11 des Ministeriellen Erlasses vom 22. August 2020 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 30. Juni 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 ab dem 1. September 2020 wirksam. Artikel 4 ist wie Artikel 8 des Ministeriellen Erlasses vom 12. Januar 2021 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 ab dem 12. Januar 2021 wirksam.

Projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne et la Commission communautaire commune concernant des traitements particuliers des données à caractère personnel en vue du traçage et de l'examen des clusters et collectivités, en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoire et en vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail

Ontwerp van samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende bijzondere verwerkingen van persoonsgegevens met het oog op het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten, met het oog op de handhaving van de verplichte quarantaine en testing en met het oog op het toezicht op de naleving door de bevoegde sociaal inspecteurs van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan op de arbeidsplaatsen

Entwurf eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über besondere Verarbeitungen personenbezogener Daten zur Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften, zur Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht sowie zur Überwachung der Einhaltung von Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz durch die zuständigen Sozialinspektoren

Considérant le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE ;

Overwegende Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europese Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/48/EG;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5, § 1^{er}, I, 6bis, § 2, 1° et 2°, et 92bis ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, § 1, I en 6bis, § 2, 1° en 2°, en 92bis;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der Artikel 5 § 1 römisch I, 6bis § 2 Nr. 1 und 2 und 92bis;

Considérant que les Communautés et Régions sont, d'une façon générale, compétentes en matière de politique de santé ;

Overwegende het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;

In der Erwägung, dass die Gemeinschaften und Regionen im Allgemeinen für die Gesundheitspolitik zuständig sind;

Considérant qu'un certain nombre de matières liées à la politique de

Overwegende dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de

In der Erwägung, dass eine Reihe von Angelegenheiten der Gesundheitspolitik in der

santé continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral ;	bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;	Zuständigkeit des Föderalstaates verbleiben;
Vu l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID19 ;	Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano;
Vu l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique ;	Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers;	Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die Übermittlung notwendiger Daten an die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizeidienste zur Durchsetzung der verpflichteten Quarantäne oder Tests von Reisenden aus dem Ausland, die bei der Ankunft in Belgien einer verpflichteten Quarantäne oder Untersuchung unterliegen;
Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;	Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;	Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit;

<p>Considérant le courrier de l'Autorité de protection de données du 2 février 2021 à tous les gouvernements et parlements belges afin de demander que les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le coronavirus respectent bien les principes fondamentaux de la protection des données ;</p>	<p>Overwegende het schrijven van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 2 februari 2021 aan alle Belgische regeringen en parlementen waarin ze vraagt erop toe te zien dat de maatregelen die worden genomen in de strijd tegen het coronavirus de fundamentele gegevensbeschermingsbeginselen eerbiedigen;</p>	<p>In Erwägung des Schreibens der Datenschutzbehörde vom 2. Februar 2021 an alle belgischen Regierungen und Parlamente, in dem diese aufgefordert werden, dafür zu sorgen, dass die im Kampf gegen das Coronavirus ergriffenen Maßnahmen mit den grundlegenden Datenschutzprinzipien in Einklang sind;</p>
<p>Considérant la nécessité d'un cadre juridiquement sûr et valide concernant le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 ;</p>	<p>Overwegende de noodzaak van een rechtszeker en rechtsgeldig juridisch kader inzake de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19;</p>	<p>In Erwägung der Notwendigkeit eines rechtssicheren und rechtsverbindlichen Rahmens für die Verarbeitung personenbezogener Daten im Zusammenhang mit der Bekämpfung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;</p>
<p>Considérant que les éléments essentiels d'un tel traitement de données à caractère personnel doivent, en vertu de l'article 6.3 du règlement général sur la protection des données, lu conjointement avec l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la CEDH, être décrit clairement et précisément ;</p>	<p>Overwegende dat de essentiële elementen van dergelijke verwerking van persoonsgegevens krachtens artikel 6.3 algemene verordening gegevensbescherming, samen gelezen met artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het EVRM duidelijk en nauwkeurig moeten worden bepaald;</p>	<p>In der Erwägung, dass die wesentlichen Elemente einer solchen Verarbeitung personenbezogener Daten gemäß Artikel 6.3 der Datenschutz-Grundverordnung in Verbindung mit Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten eindeutig und genau festgelegt werden müssen;</p>
<p>Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé en respect de la répartition de compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles ont été attribuées aux différents niveaux de pouvoirs grâce à une collaboration intense au sein de la Conférence Interministérielle qui s'inscrit dans une longue tradition de collaboration au sein de la Conférence Interministérielle de santé entre les différents niveaux de pouvoirs de notre pays ;</p>	<p>Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord tot stand is gekomen met respect voor de bevoegdheidsverdeling die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de verschillende bevoegdheidsniveaus werden toegekend dankzij een intense samenwerking in de schoot van de Interministeriële Conferentie die kadert in een lange traditie van samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid tussen de verschillende</p>	<p>In der Erwägung, dass das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen unter Berücksichtigung der Verteilung der Zuständigkeiten, die den verschiedenen Befugnisebenen aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen zugewiesen wurden, als Ergebnis einer intensiven Zusammenarbeit innerhalb der Interministeriellen Konferenz geschlossen worden ist, die Teil einer langen Tradition der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Befugnisebenen in unserem Land innerhalb der</p>

bevoegdheidsniveaus van ons Interministeriellen Konferenz
land; Volksgesundheit ist;

Considérant que tant le suivi des contacts que le respect des mesures contre le coronavirus sur les lieux de travail sont d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19 ;

Overwegende dat zowel het contactonderzoek als de handhaving van de coronamaatregelen op de arbeidsplaats van vitaal belang zijn voor de volksgezondheid en voor het vermijden van een heropflakking van de COVID-19-pandemie ;

In der Erwägung, dass sowohl die Kontaktrückverfolgung als auch die Durchsetzung von Corona-Maßnahmen am Arbeitsplatz von entscheidender Bedeutung für die öffentliche Gesundheit und die Verhinderung eines Wiederaufflackerns der COVID-19-Pandemie sind;

il est nécessaire de conclure un accord de coopération

is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten

ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen

ENTRE

TUSSEN

ZWISCHEN

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Alexander De Croo, Premier Ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, und Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux, et de Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté ;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, IKT und Allgemeine Dienste, und Wouter Beke, Flämischer Minister für Wohlbefinden, Volksgesundheit, Familie und Armutsbekämpfung;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,

der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und Christie Morreale, Vizeministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale

chances et des Droits des femmes ;	Gelijke Kansen Vrouwenrechten;	en Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte;
La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne de Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et de Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;	De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;	der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen, und von Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;
La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions;	De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;	der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und Alain Maron und Elke Van Den Brandt, die für Gesundheit und Soziale Maßnahmen zuständigen Mitglieder;
Ci-après dénommés communément les Parties;	Hierna gezamenlijk de Partijen genoemd;	im Folgenden gemeinsam als „Parteien“ bezeichnet;
ont convenu ce qui suit:	zijn overeengekomen wat volgt:	haben das Folgende vereinbart:
Article 1^{er}. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:	Artikel 1 - Für die Zwecke dieses Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:
1° « accord de coopération du 25 août 2020 »: l'accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des	1° “samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020”: het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele	1. „Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020“: das Zusammenarbeitsabkommen vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen

personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano ;	teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;	bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano,
2° « accord de coopération du 24 mars 2021 » : l'accord de coopération du 24 mars 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le transfert de données nécessaires aux entités fédérées, aux autorités locales ou aux services de police en vue du respect de l'application de la quarantaine ou du test de dépistage obligatoires des voyageurs en provenance de zones étrangères et soumis à une quarantaine ou à un test de dépistage obligatoires à leur arrivée en Belgique ;	2° "samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021": het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de gegevensoverdracht van noodzakelijke gegevens naar de gefedereerde entiteiten, de lokale overheden of politiediensten met als doel het handhaven van de verplichte quarantaine of testing van de reizigers komende van buitenlandse zones bij wie een quarantaine of testing verplicht is bij aankomst in België;	2. „Zusammenarbeitsabkommen vom 24. März 2021“: das Zusammenarbeitsabkommen vom 24. März 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die Übermittlung notwendiger Daten an die föderierten Teilgebiete, die lokalen Behörden oder die Polizeidienste zur Durchsetzung der verpflichteten Quarantäne oder Tests von Reisenden aus dem Ausland, die bei der Ankunft in Belgien einer verpflichteten Quarantäne oder Untersuchung unterliegen,
3° « Base de données I »: la base de données de Sciensano visée à l'article 1, § 1 ^{er} , 6°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 ;	3° "Gegevensbank I": de gegevensbank opgericht bij Sciensano bedoeld in artikel 1, § 1, 6°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020;	3. „Datenbank I“: die in Artikel 1 § 1 Nr. 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 erwähnte bei Sciensano eingerichtete Datenbank,
4° « cluster »: une concentration de personnes infectées ou potentiellement infectées par le coronavirus COVID-19 dans des collectivités visé à l'article 1, § 1 ^{er} , 2°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 ;	4° "cluster": een concentratie van personen besmet of mogelijks besmet met het coronavirus COVID-19 in collectiviteiten bedoeld in artikel 1, § 1, 2°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020;	4. „Cluster“: Bündelung von Einzelpersonen, die mit dem Coronavirus COVID-19 infiziert oder vermutlich infiziert sind, in Personengemeinschaften wie in Artikel 1 § 1 Nr. 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 erwähnt,
5° « collectivité »: une communauté de personnes pour lesquelles les inspections d'hygiène compétentes estiment qu'il existe un risque accru de propagation du coronavirus COVID-19 visé à l'article 1, § 1 ^{er} , 3°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 ;	5° "collectiviteit": een gemeenschap van personen met betrekking tot dewelke de bevoegde gezondheidsinspecties oordelen dat er een verhoogd risico op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 bestaat, bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, van	5. „Personengemeinschaft“: Gemeinschaft von Personen, für die die zuständigen Gesundheitsinspektionsdienste der Ansicht sind, dass ein erhöhtes Risiko der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 besteht, wie in Artikel 1 § 1 Nr. 3 des

6° « Personnes de catégorie II » : les personnes qui ont été testées pour le coronavirus COVID-19 visées à l'article 1, § 1 ^{er} , 14°, de l'accord de coopération du 25 août 2020 ;	het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020; 6° "Personen Categorie II": de personen bij wie een coronavirus COVID-19-test is uitgevoerd bedoeld in artikel 1, § 1, 14°, van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020;	Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 erwähnt, 6. „Personen der Kategorie II“: Personen, bei denen ein COVID-19-Coronavirustest durchgeführt wurde, wie in Artikel 1 § 1 Nr. 14 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 erwähnt,
7° « Passenger Locator Form (PLF) » : formulaire que les voyageurs sont tenus de compléter avant leur voyage et de présenter, le cas échéant, au transporteur avant l'embarquement visé à l'article 1 ^{er} , 1°, de l'accord de coopération du 24 mars 2021 ;	7° "Passenger Locator Form (PLF)": formulier dat reizigers voorafgaand aan hun reis dienen in te vullen en in voorkomend geval voor te leggen aan de vervoerder voorafgaand aan boarding bedoeld in artikel 1, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021;	7. „Passenger Locator Form (PLF)“: Formular, das Passagiere vor ihrer Reise ausfüllen und ggf. dem Beförderer vor dem Boarding vorlegen müssen, wie in Artikel 1 Nr. 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 erwähnt,
8° « Base de données PLF »: la base de données mise en place par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, visée à l'article 1 ^{er} , 4°, de l'accord de coopération du 24 mars 2021 ;	8 ° "Gegevensbank PLF": de databank, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, bedoeld in artikel 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021;	8. „PLF-Datenbank“: die beim Föderalen Öffentlichen Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt eingerichtete Datenbank, wie in Artikel 1 Nr. 4 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 erwähnt,
9° « le numéro NISS »: le numéro d'identification, visé à l'article 8, §1 ^{er} , 1° ou 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.	9° "INSZ-nummer": het identificatienummer bedoeld in artikel 8, § 1, 1° of 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid.	9. „ENSS“: in Artikel 8 § 1 Nr. 1 oder 2 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer.

Art. 2. § 1^{er}. En vue de soutenir le traçage et l'examen des clusters et des collectivités, l'Office national de sécurité sociale peut, en qualité de sous-traitant pour le compte des entités fédérées compétentes agissant, chacune pour leur compétence, en tant que responsable du traitement, traiter, combiner et comparer les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 de la Base de données I des Personnes de catégorie II dans la mesure où le test de dépistage du coronavirus COVID-19 a révélé qu'elles sont infectées avec des données

Art. 2. § 1. Met het oog op het ondersteunen van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten kan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in de hoedanigheid van verwerker ten behoeve van de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke, de in paragraaf 2 bepaalde persoonsgegevens uit Gegevensbank I van Personen Categorie II voor zover de coronavirus COVID-19-test uitwees dat ze besmet zijn,

Art. 2 - § 1 - Zur Unterstützung der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften kann das Landesamt für soziale Sicherheit als Auftragsverarbeiter im Auftrag der zuständigen föderierten Teilgebiete, die jeweils im Rahmen ihrer eigenen Befugnisse als Verarbeitungsverantwortliche handeln, die in § 2 erwähnten personenbezogenen Daten aus der Datenbank I von Personen der Kategorie II, insofern der COVID-19-Test ergeben hat, dass sie mit dem Coronavirus infiziert

d'identification, de contact, de travail et de résidence.	verwerken, samenvoegen en vergelijken met identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens.	sind, zusammenführen und mit Identifikations-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Aufenthaltsdaten abgleichen.
---	--	---

§ 2. Les données à caractère personnel provenant de la Base de données I, visées au paragraphe 1 ^{er} , sont :	§ 2. De persoonsgegevens afkomstig uit Gegevensbank I, bedoeld in paragraaf 1, betreffen:	§ 2 - Die personenbezogenen Daten aus der Datenbank I wie in § 1 erwähnt sind Folgende:
---	---	---

- | | | |
|---|---|------------------------------|
| 1° le numéro NISS ; | 1° het INSZ-nummer; | 1. ENSS, |
| 2° la date du test de dépistage du coronavirus COVID-19 ; | 2° de datum van de coronavirus COVID-19-test; | 2. Datum des COVID-19-Tests, |
| 3° le code postal. | 3° de postcode. | 3. Postleitzahl. |

§ 3. Les données à caractère personnel de la Base de données I ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire par l'Office précité au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées et seront détruites au plus tard 14 jours calendrier à compter de la date de réception de ces données à caractère personnel.	§ 3. De persoonsgegevens uit Gegevensbank I worden door de voormelde Rijksdienst niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt en worden uiterlijk 14 kalenderdagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze persoonsgegevens verwijderd.	§ 3 - Die personenbezogenen Daten aus der Datenbank I werden vom vorerwähnten Landesamt nicht länger aufbewahrt, als es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist, und spätestens 14 Kalendertage nach Erhalt dieser personenbezogenen Daten gelöscht.
---	--	---

Les entités fédérées compétentes conservent les données à caractère personnel qui résultent des traitements visés au paragraphe 1 ^{er} conformément à l'article 15 de l'accord de coopération du 25 août 2020.	De bevoegde gefedereerde entiteiten bewaren de persoonsgegevens die resulteren uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020.	Die zuständigen föderierten Teilgebiete bewahren die aus den in § 1 beschriebenen Verarbeitungen resultierenden personenbezogenen Daten gemäß Artikel 15 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 auf.
---	--	--

Art. 3. § 1^{er}. En vue de soutenir le traçage et l'examen des clusters et des collectivités et en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires, l'Office national de sécurité sociale peut, en qualité de sous-traitant pour le compte des entités fédérées compétentes agissant, chacune pour leur compétence, en tant que responsable du traitement traiter, combiner et comparer les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 provenant de la base de données PLF des travailleurs salariés ou des	Art. 3. § 1. Met het oog op het ondersteunen van het opsporen en onderzoeken van clusters en collectiviteiten en met het oog op het handhaven van de verplichte quarantaine en testing kan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid in de hoedanigheid van verwerker ten behoeve van de bevoegde gefedereerde entiteiten, die ieder voor hun bevoegdheid, optreden als verwerkingsverantwoordelijke, de in paragraaf 2 bepaalde persoonsgegevens afkomstig uit de gegevensbank PLF van de in	Art. 3 - § 1 - Zur Unterstützung der Rückverfolgung und Untersuchung von Clustern und Personengemeinschaften und im Hinblick auf die Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht kann das Landesamt für soziale Sicherheit als Auftragsverarbeiter im Auftrag der zuständigen föderierten Teilgebiete, die jeweils im Rahmen ihrer eigenen Befugnisse als Verarbeitungsverantwortliche handeln, die in § 2 aufgeführten personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank von im Ausland
---	--	--

travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, avec des données d'identification, de contact, de travail et de résidence.	het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die werkzaamheden uitoefenen in België, verwerken, samenvoegen en vergelijken met identificatie-, contact-, tewerkstellings- en verblijfsgegevens.	wohnenden oder sich dort aufhaltenden Arbeitnehmern und Selbständigen, die in Belgien arbeiten, verarbeiten, zusammenführen und mit Identifikations-, Kontakt-, Beschäftigungs- und Aufenthaltsdaten abgleichen.
---	--	---

§ 2. Les données à caractère personnel provenant de la base de données PLF visées au paragraphe 1 ^{er} , sont :	§ 2. De persoonsgegevens afkomstig uit de gegevensbank PLF bedoeld in paragraaf 1, betreffen:	§ 2 - Die personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank wie in § 1 erwähnt sind Folgende:
---	--	---

- | | | |
|---|---|--|
| 1° nom et prénom ; | 1° naam en voornaam; | 1. Name und Vorname, |
| 2° sexe ; | 2° geslacht; | 2. Geschlecht, |
| 3° date de naissance ; | 3° geboortedatum; | 3. Geburtsdatum, |
| 4° le numéro NISS, ou,
pour les personnes
auxquelles un numéro
NISS n'a pas été attribué,
le numéro du passeport ou
de la carte d'identité ; | 4° het INSZ-nummer of,
voor de personen aan wie
geen INSZ-nummer werd
toegekend, paspoort- of
identiteitskaartnummer; | 4. ENSS bzw. bei
Personen, denen keine
ENSS zugewiesen wurde,
Reisepass- oder
Personalausweisnummer, |
| 5° le(s) numéro(s) de
téléphone ; | 5° telefoonnummer(s); | 5. Telefonnummer(n), |
| 6° l'adresse de résidence ; | 6° verblijfsadres ; | 6. Aufenthaltsadresse, |
| 7° l'adresse électronique ; | 7° e-mailadres; | 7. E-Mail-Adresse, |
| 8° l'indication du fait que
la personne concernée
séjournera ou non plus de
48 heures en Belgique ; | 8° aanduiding of
betrokkene al dan niet
langer dan 48 uur in België
zal verblijven; | 8. Angabe, ob sich die
betreffende Person länger
als 48 Stunden in Belgien
aufhält oder nicht, |
| 9° l'indication du fait que
le voyage est effectué à
des fins professionnelles
ou non ; | 9° aanduiding of het al dan
niet een professionele reis
betreft; | 9. Angabe, ob es sich um
eine Geschäftsreise
handelt oder nicht, |
| 10° le cas échéant, le
numéro de certificat du
voyage professionnel ; | 10° in voorkomend geval,
het certificaatnummer van
de professionele reis; | 10. ggf.
Bescheinigungsnummer
der Geschäftsreise, |
| 11° l'indication du fait que
la personne concernée est
résident de la Belgique ou
non ; | 11° aanduiding of
betrokkene al dan niet een
inwoner van België is; | 11. Angabe, ob die
betreffende Person einen
Wohnsitz in Belgien hat
oder nicht, |
| 12° l'indication du fait que
la personne concernée a
séjourné à l'étranger
pendant 48 heures ou non ; | 12° aanduiding of
betrokkene al dan niet 48
uren in het buitenland
heeft verbleven; | 12. Angabe, ob sich die
betreffende Person 48
Stunden im Ausland
aufgehalten hat oder nicht, |
| 13° le pays ou les pays et,
le cas échéant, la région ou
les régions ou la personne
a résidé ; | 13° land of landen en, in
voorkomend geval, de
regio of regio's in het
buitenland waar
betrokkene heeft
verbleven; | 13. Land oder Länder und
ggf. Region oder
Regionen im Ausland, in
denen sich die betreffende
Person aufgehalten hat, |

14° date de début et du fin
du séjour à l'étranger ;

14° begin- en einddatum
van het verblijf in het
buitenland;

14. Anfangs- und
Enddatum des
Auslandsaufenthaltes,

15° date d'arrivée en
Belgique.

15° aankomstdatum in
België.

15. Ankunftsdatum in
Belgien.

§ 3. Conformément à l'article 7, § 5, de l'accord de coopération du 24 mars 2021 et sans préjudice de l'application de l'article 7, paragraphes 1^{er}, 2 et 3, du même accord de coopération, les parties peuvent, en cas de modification du PLF, clarifier, modifier ou compléter les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 par le biais d'un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis, § 1^{er}, troisième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 3. In overeenstemming met artikel 7, § 5, van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 en onverminderd de toepassing van artikel 7, §§ 1, 2, en 3, van hetzelfde samenwerkingsakkoord kunnen de partijen, in geval van wijziging van het PLF, de persoonsgegevens bedoeld in paragraaf 2, verduidelijken, wijzigen of aanvullen bij uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 3 - Gemäß Artikel 7 § 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 und unbeschadet der Anwendung von Artikel 7 §§ 1, 2 und 3 desselben Zusammenarbeitsabkommens können die Parteien im Falle einer Änderung des PLF die in § 2 aufgeführten personenbezogenen Daten durch ein ausführendes Zusammenarbeitsabkommen wie erwähnt in Artikel 92bis § 1 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen präzisieren, ändern oder ergänzen.

§ 4. Les données à caractère personnel provenant de la base de données PLF ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire par l'Office précité au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées et seront détruites au plus tard 28 jours calendrier à compter de la date d'arrivée de la personne concernée sur le territoire belge. Les entités fédérées compétentes conservent les données à caractère personnel qui résultent des traitements visés au paragraphe 1^{er} et qu'elles traitent en vue du traçage et de l'examen des clusters et des collectivités conformément à l'article 15 de l'accord de coopération du 25 août 2020.

§ 4. De persoonsgegevens afkomstig uit de gegevensbank PLF worden door de voormelde Rijksdienst niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt en worden gewist uiterlijk 28 kalenderdagen na de datum van aankomst van de betrokkene op het Belgisch grondgebied.

De bevoegde gefedereerde entiteiten bewaren de persoonsgegevens die resulteren uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 en die zij verwerken met het oog op het opsporen van clusters en collectiviteiten overeenkomstig artikel 15 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020.

§ 4 - Die personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank werden vom vorerwähnten Landesamt nicht länger aufbewahrt, als es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist, und spätestens 28 Kalendertage nach dem Tag der Ankunft der betreffenden Person auf belgischem Staatsgebiet gelöscht.

Die zuständigen föderierten Teilgebiete bewahren die aus den in § 1 beschriebenen Verarbeitungen resultierenden personenbezogenen Daten und die Daten, die sie im Hinblick auf die Rückverfolgung von Clustern und Personengemeinschaften verarbeiten, gemäß Artikel 15 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 auf.

Les entités fédérées compétentes conservent les données à caractère

De bevoegde gefedereerde entiteiten bewaren de

Die zuständigen föderierten Teilgebiete bewahren die aus den

personnel qui résultent des traitements visés au paragraphe 1^{er} en qu'elles traitent en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires conformément à l'article 5 de l'accord de coopération du 24 mars 2021.

persoonsgegevens die resulteren uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 en die zij verwerken met het oog op het handhaven van de verplichte quarantaine en testing overeenkomstig artikel 5 van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021.

in § 1 beschriebenen Verarbeitungen resultierenden personenbezogenen Daten und die Daten, die sie im Hinblick auf die Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht verarbeiten, gemäß Artikel 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 auf.

§ 5. Les données à caractère personnel qui résultent des traitements visés au paragraphe 1^{er} peuvent, conformément à l'article 3, § 2, de l'accord de coopération du 24 mars 2021 et à la réglementation des entités fédérés, être communiquées par les entités fédérés aux autorités locales et par les entités fédérés et les autorités locales aux services de police, qui peuvent traiter ultérieurement ces données à caractère personnel en vue de l'application de la quarantaine et du test de dépistage obligatoires.

§ 5. De persoonsgegevens die resulteren uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 mogen, overeenkomstig artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 24 maart 2021 en de regelgeving van de gefedereerde entiteiten, door de gefedereerde entiteiten worden meegedeeld aan de lokale overheden en door de gefedereerde entiteiten en de lokale overheden aan de politiediensten, die deze persoonsgegevens verder mogen verwerken met het oog op de opvolging en de handhaving van de verplichte quarantaine en testing.

§ 5 - Die personenbezogenen Daten, die sich aus den in § 1 aufgeführten Verarbeitungen ergeben, können gemäß Artikel 3 § 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 24. März 2021 und den Vorschriften der föderierten Teilgebiete von den föderierten Teilgebieten an die lokalen Behörden und von den föderierten Teilgebieten und den lokalen Behörden an die Polizeidienste übermittelt werden, die diese personenbezogenen Daten zum Zweck der Überwachung und Durchsetzung der Quarantäne- und Testpflicht weiterverarbeiten können.

Art. 4. § 1^{er}. En vue de la surveillance par les inspecteurs sociaux visés à l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, du code pénal social du respect des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 sur les lieux de travail visés à l'article 16, 10°, du code pénal social, l'Office national de sécurité social, peut, en qualité de responsable du traitement, traiter ultérieurement, les données à caractère personnel déterminées au paragraphe 2 de la base de données PLF des personnes qui sont tenues de remplir le PLF, combiner et comparer ces données à caractère personnel avec des données d'identification, de contact et de travail.

Art. 4. § 1. Met het oog op het toezicht op de arbeidsplaatsen bedoeld in artikel 16, 10°, van het Sociaal Strafwetboek door de sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, van het Sociaal Strafwetboek op de naleving van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, mag de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, in de hoedanigheid van verwerkingsverantwoordelijke, de in paragraaf 2 bepaalde persoonsgegevens uit de gegevensbank PLF van personen die ertoe gehouden zijn het PLF in te vullen verder verwerken, samenvoegen en vergelijken met

Art. 4 - § 1 - Im Hinblick auf die Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 bei den in Artikel 16 Nr. 10 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Arbeitsplätzen durch die in Artikel 17 § 2 Absatz 1 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Sozialinspektoren kann das Landesamt für soziale Sicherheit in seiner Eigenschaft als Verarbeitungsverantwortlicher die in § 2 aufgeführten personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank der Personen, die das PLF ausfüllen müssen, weiterverarbeiten, zusammenführen und mit

identificatie-, contact-, en Identifikations-, Kontakt- und tewerkstellingsgegevens. Beschäftigungsdaten abgleichen.

§ 2. Les données à caractère personnel provenant de la base de données PLF visées au paragraphe 1^{er}, sont :

- 1° nom et prénom ;
- 2° sexe ;
- 3° date de naissance;
- 4° numéro NISS, ou pour les personnes auxquelles un tel numéro NISS n'a pas été attribué : le numéro du passeport ou de la carte d'identité ;
- 5° l'indication du fait que la personne concernée séjournera ou non plus de 48 heures en Belgique ;
- 6° l'indication du fait que le voyage est effectué à des fins professionnelles ou non ;
- 7° le cas échéant, le numéro de certificat du voyage professionnel ;
- 8° l'indication du fait que la personne concernée est résident de la Belgique ou non ;
- 9° l'indication du fait que la personne concernée a séjourné à l'étranger pendant 48 heures ou non ;
- 10° le pays ou les pays et, le cas échéant, la région ou les régions ou la personne a résidé ;
- 11° date de début et du fin du séjour à l'étranger ;
- 12° date d'arrivée en Belgique.

§ 2. De persoonsgegevens afkomstig uit de gegevensbank PLF bedoeld in paragraaf 1, in § 1 erwähnt sind Folgende: betreffen:

- 1° naam en voornaam;
- 2° geslacht;
- 3° geboortedatum;
- 4° INSZ-nummer, of, voor de personen aan wie geen dergelijk INSZ-nummer werd toegekend: het paspoort- of identiteitskaartnummer;
- 5° aanduiding of betrokkene al dan niet langer dan 48 uur in België zal verblijven;
- 6° aanduiding of het al dan een professionele reis betreft;
- 7° in voorkomend geval, het certificaatnummer van de professionele reis ;
- 8° aanduiding of betrokkene al dan niet een inwoner van België is;
- 9° aanduiding of betrokkene al dan niet 48 uren in het buitenland heeft verbleven;
- 10° land of landen en in voorkomend geval de regio of regio's waar betrokkene in het buitenland heeft verbleven;
- 11° begin- en einddatum van het verblijf in het buitenland;
- 12° aankomstdatum in België.

§ 2 - Die personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank wie in § 1 erwähnt sind Folgende:

1. Name und Vorname,
2. Geschlecht,
3. Geburtsdatum,
4. ENSS bzw. bei Personen, denen keine ENSS zugewiesen wurde, Reisepass- oder Personalausweisnummer,
5. Angabe, ob sich die betreffende Person länger als 48 Stunden in Belgien aufhält oder nicht,
6. Angabe, ob es sich um eine Geschäftsreise handelt oder nicht,
7. ggf. Bescheinigungsnummer der Geschäftsreise,
8. Angabe, ob die betreffende Person einen Wohnsitz in Belgien hat oder nicht,
9. Angabe, ob sich die betreffende Person 48 Stunden im Ausland aufgehalten hat oder nicht,
10. Land oder Länder und ggf. Region oder Regionen im Ausland, in denen sich die betreffende Person aufgehalten hat,
11. Anfangs- und Enddatum des Auslandsaufenthaltes,
12. Ankunftsdatum in Belgien.

§ 3. Les données à caractère personnel qui résultent du traitement visé au paragraphe 1^{er},

§ 3. De persoonsgegevens die voortkomen uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1, kunnen

§ 3 - Die personenbezogenen Daten, die sich aus der in § 1 erwähnten Verarbeitung ergeben,

<p>ne peuvent être communiquées par l'Office national précité qu'aux inspecteurs sociaux des services ou institutions visées à l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, du code pénal social, qui sont chargés de surveiller le respect sur les lieux de travail des mesures pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 dans le respect de la finalité du traitement déterminée au paragraphe 1^{er}.</p>	<p>door de voormelde Rijksdienst enkel worden meegedeeld aan de sociaal inspecteurs van de diensten of instellingen bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, van het Sociaal Strafwetboek, die belast zijn met het toezicht op de naleving op de arbeidsplaatsen van de maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken voor het verwerkingsdoeleinde bepaald in paragraaf 1.</p>	<p>dürfen vom vorerwähnten Landesamt nur an die Sozialinspektoren der in Artikel 17 § 2 Absatz 1 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnten Dienste oder Einrichtungen übermittelt werden, die mit der Überwachung der Einhaltung der Maßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 am Arbeitsplatz für den in § 1 erwähnten Verarbeitungszweck beauftragt sind.</p>
---	--	---

<p>§ 4. Les données à caractère personnel provenant de la base de données PLF visées au paragraphe 2 et les données à caractère personnel qui résultent des traitements visés au paragraphe 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps par l'Office précité et par les inspecteurs sociaux compétents visés à l'article 17, § 2, alinéa 1^{er}, du code pénal social que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées et seront détruites au plus tard 28 jours calendrier à compter de la date d'arrivée de la personne concernée sur le territoire belge.</p>	<p>§ 4. De persoonsgegevens afkomstig uit de PLF-gegevensbank bedoeld in paragraaf 2 en de persoonsgegevens die voortkomen uit de verwerkingen bedoeld in paragraaf 1 worden door de voormelde Rijksdienst en door de bevoegde sociaal inspecteurs bedoeld in artikel 17, § 2, eerste lid, van het Sociaal Strafwetboek niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt en worden vernietigd uiterlijk 28 dagen na de datum van aankomst van de betrokkene op het Belgisch grondgebied.</p>	<p>§ 4 - Die personenbezogenen Daten aus der PLF-Datenbank wie in § 2 erwähnt und die personenbezogenen Daten, die sich aus der in § 1 aufgeführten Verarbeitung ergeben, werden vom vorerwähnten Landesamt und den zuständigen Sozialinspektoren wie erwähnt in Artikel 17 § 2 Absatz 1 des Sozialstrafgesetzbuches nicht länger aufbewahrt, als es für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, erforderlich ist, und spätestens 28 Kalendertage nach dem Tag der Ankunft der betreffenden Person auf belgischem Staatsgebiet gelöscht.</p>
---	--	--

<p>Art. 5. Les litiges entre les parties au présent accord de coopération concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.</p>	<p>Art. 5. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.</p>	<p>Art. 5. Rechtsstreite zwischen den Parteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens in Bezug auf die Auslegung oder die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden einem Zusammenarbeitsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt.</p>
---	--	---

<p>Les membres de cette juridiction seront respectivement désignés par le Conseil des Ministres, le</p>	<p>De leden van dit rechtscollege worden respectievelijk aangeduid door de Ministerraad, de Vlaamse</p>	<p>Die Mitglieder dieses Gerichts werden von dem Ministerrat, der Flämischen Regierung, der</p>
---	---	---

Gouvernement flamand, le Gouvernement de la Communauté germanophone, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Gouvernement wallon.	regering, de regering van de Duitstalige Gemeenschap, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Waalse regering.	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, dem Vereinigten Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission beziehungsweise der Wallonischen Regierung bestimmt.
--	--	--

Les frais de fonctionnement de la juridiction sont répartis à parts égales entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune et la Région wallonne.	De werkingskosten van het rechtscollege worden gelijk verdeeld over de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest.	Die Funktionskosten des Gerichts werden zu gleichen Teilen unter dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Wallonischen Region aufgeteilt.
---	--	---

Art. 6. §1 ^{er} . La Conférence interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect du présent accord de coopération et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation. La Conférence interministérielle Santé publique exerce également une fonction de médiation dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges ne soient soumis à un tribunal de coopération, comme le stipule l'article 5.	Art. 6. §1. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent de Interministeriële conferentie Volksgezondheid een bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 5.	Art. 6 - § 1 - Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit überwacht die Umsetzung und die Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und legt gegebenenfalls Anpassungsvorschläge vor. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit nimmt im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls eine Vermittlerrolle wahr, bevor Streitfälle einem Zusammenarbeitsgericht wie in Artikel 5 bestimmt vorgelegt werden.
---	--	---

§2. La Conférence interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.	§2. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij het samenwerkingsakkoord daarom verzoekt.	§ 2 - Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheit tritt zusammen, sobald eine Partei des Zusammenarbeitsabkommens dies betragt.
---	---	--

Art. 7. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier acte législatif portant assentiment du présent accord de coopération, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets à dater du 1 ^{er} septembre 2021 et à l'exception	Art. 7. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de laatste wetgevende handeling tot instemming met dit samenwerkingsakkoord, met uitzondering van artikel 2 dat	Art. 7 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am Datum der Veröffentlichung des letzten Gesetzgebungsakts über die Billigung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2, der
--	---	---

de l'article 4 qui produit ses effets à dater du 12 janvier 2021.	uitwerking heeft met ingang van 1 september 2020 en met uitzondering van artikel 4 dat uitwerking heeft met ingang van 12 januari 2021.	mit Wirkung vom 1. September 2020 in Kraft tritt, und mit Ausnahme von Artikel 4, der mit Wirkung vom 12. Januar 2021 in Kraft tritt.
---	---	---

Le présent accord de coopération produit ses effets jusqu'à sa révision ou sa révocation qui intervient le jour où le Secrétariat central du Comité de concertation a reçu l'accord écrit de toutes les parties pour mettre fin à l'accord de coopération et après la publication d'une communication confirmant cet accord écrit au Moniteur belge.	Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking tot de herziening of de herroeping ervan nadat de Centrale Secretarie van het Overlegcomité het schriftelijk akkoord heeft ontvangen van alle partijen om een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord en na de bekendmaking van een bericht in het Belgisch Staatsblad met de bevestiging van dit schriftelijk akkoord.	Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen bleibt bis zu seiner Revidierung oder Aufhebung nach Eingang des schriftlichen Einverständnisses aller Parteien mit der Beendigung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens beim Zentralen Sekretariat des Konzertierungsausschusses und nach Veröffentlichung eines Vermerks im Belgischen Staatsblatt über die Bestätigung dieses schriftlichen Einverständnisses in Kraft.
--	---	--

Les mesures mises en place par le présent accord de coopération, prendront fin le jour de la publication de l'arrêté royal proclamant la fin de l'épidémie du coronavirus COVID-19	De maatregelen tot stand gekomen middels dit samenwerkingsakkoord. houden op uitwerking te hebben op de dag van de publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt.	Die Maßnahmen, die durch vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen zustande gekommen sind, hören am Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19 auf wirksam zu sein.
--	--	---

Fait à Bruxelles, le 30 avril 2021	Gedaan te Brussel, op 30 april 2021	Ausgestellt in Brüssel, den 30. April 2021
------------------------------------	-------------------------------------	--

en un exemplaire original.	in één origineel exemplaar.	in einer Originalausfertigung.
----------------------------	-----------------------------	--------------------------------

Le Premier Ministre,

De Eerste Minister,

Der Premierminister

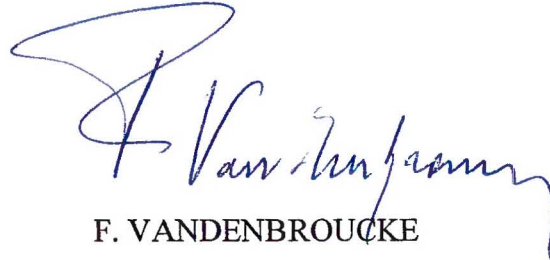


A. DE CROO

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires sociales et
de la Santé publique,

De Vice-eerste Minister en
Minister van Sociale Zaken en
Volksgezondheid,

Der Vizepremierminister und
Minister der
Sozialen Angelegenheiten und
der Volksgesundheit

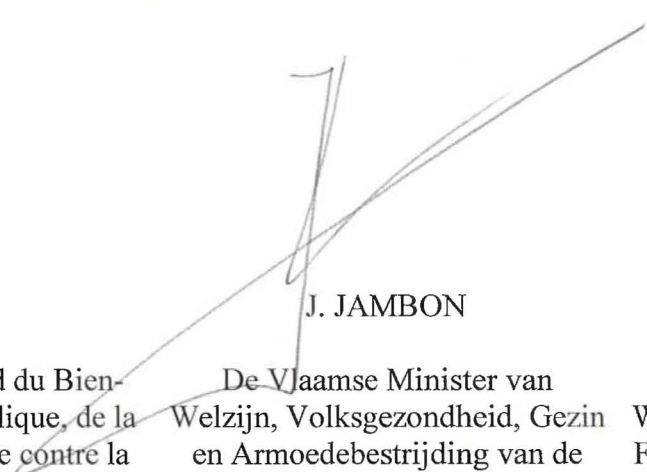


F. VANDENBROUCKE

Le Ministre-Président du
Gouvernement flamand et
Ministre flamand de la Politique
extérieure, de la Culture, la TI et
les Services généraux,

De Minister-President van de
Vlaamse Regering en Vlaams
Minister van Buitenlandse Zaken,
Cultuur, ICT en Facilitair
Management van de Vlaamse
Regering,

Der Ministerpräsident der
Flämischen Regierung
und Flämischer Minister für
Auswärtige Angelegenheiten,
Kultur, IKT und Allgemeine
Dienste der Flämischen
Regierung

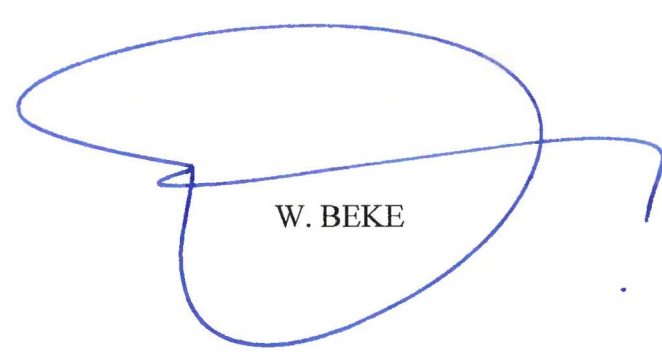


J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-
Être, de la Santé publique, de la
Famille et de la Lutte contre la
Pauvreté,

De Vlaamse Minister van
Welzijn, Volksgezondheid, Gezin
en Armoedebestrijding van de
Vlaamse Regering,

Der Flämische Minister für
Wohlbefinden, Volksgesundheit,
Familie und Armutsbekämpfung



W. BEKE

Le Ministre-Président du
Gouvernement wallon,

De Minister-President van de
Waalse Regering,

Der Ministerpräsident
der Wallonischen Regierung



E. DI RUPO

La Vice-Présidente et Ministre de
l'Emploi, de la Formation, de la
Santé, de l'Action sociale, de
l'Egalité des chances et des
Droits des femmes du
Gouvernement wallon,

De Vice-Minister-President en
Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie,
Gelijke Kansen en
Vrouwenrechten van de Waalse
Regering,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für Beschäftigung,
Ausbildung, Gesundheit, Soziale
Maßnahmen, Chancengleichheit
und Frauenrechte
der Wallonischen Regierung

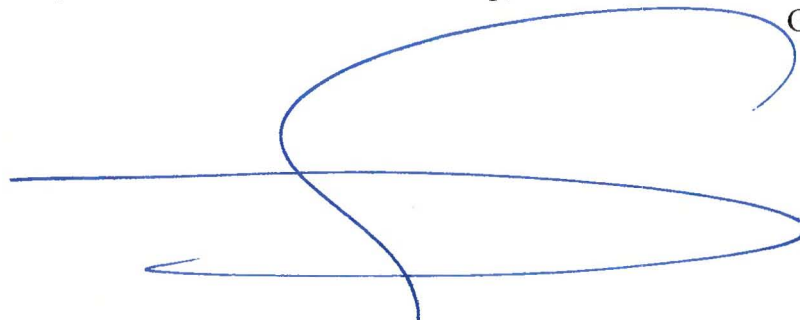


Ch. MORREALE

Le Ministre-Président et Ministre
des Pouvoirs locaux et des
Finances de la Communauté
germanophone,

De Minister-President en
Minister van Lokale Besturen en
Financiën van de Duitstalige
Gemeenschap,

Der Ministerpräsident und
Minister für Lokale
Behörden und Finanzen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft

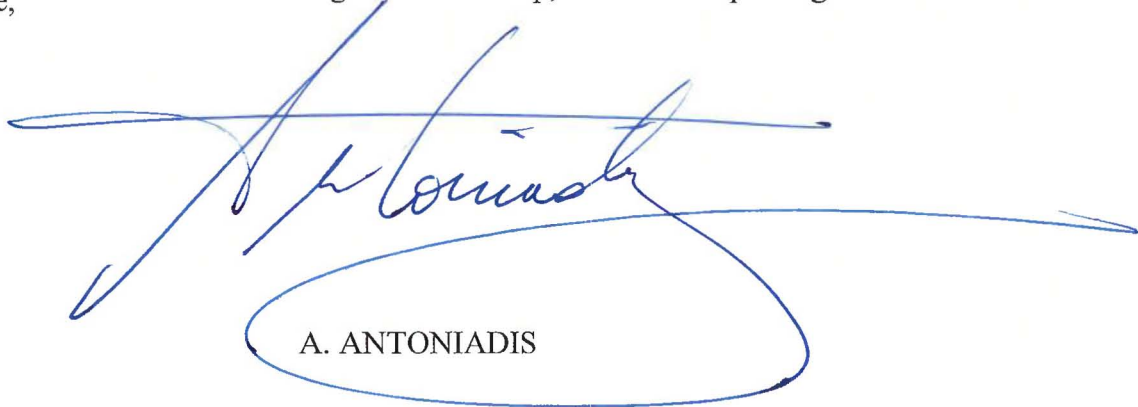


O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président et
Ministre de la Santé et des
Affaires sociales, de
l'Aménagement du territoire et du
Logement de la Communauté
germanophone,

De Vice-Minister-President en
Minister van Gezondheid en
Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en
Huisvesting van de Regering van
de Duitstalige Gemeenschap,

Der Vize-Ministerpräsident und
Minister für
Gesundheit und Soziales,
Raumordnung und
Wohnungswesen der
Deutschsprachigen Gemeinschaft



A. ANTONIADIS

Le Président du Collège réuni de
la Commission communautaire
commune,

De Voorzitter van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Der Präsident des Vereinigten
Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission



R. VERVOORT

Le Ministre, membre du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune, ayant
la Santé et l'Action sociale dans
ses attributions,

De Minister, lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, belast
met Gezondheid en Welzijn,

Der Minister, Mitglied des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für Gesundheit und
Soziale Maßnahmen,



A. MARON

La Ministre, membre du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune, ayant
la Santé et l'Action sociale dans
ses attributions,

De Minister, lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn,

Die Ministerin, Mitglied des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für Gesundheit und die
Soziale Maßnahmen,



E. VAN DEN BRANDT